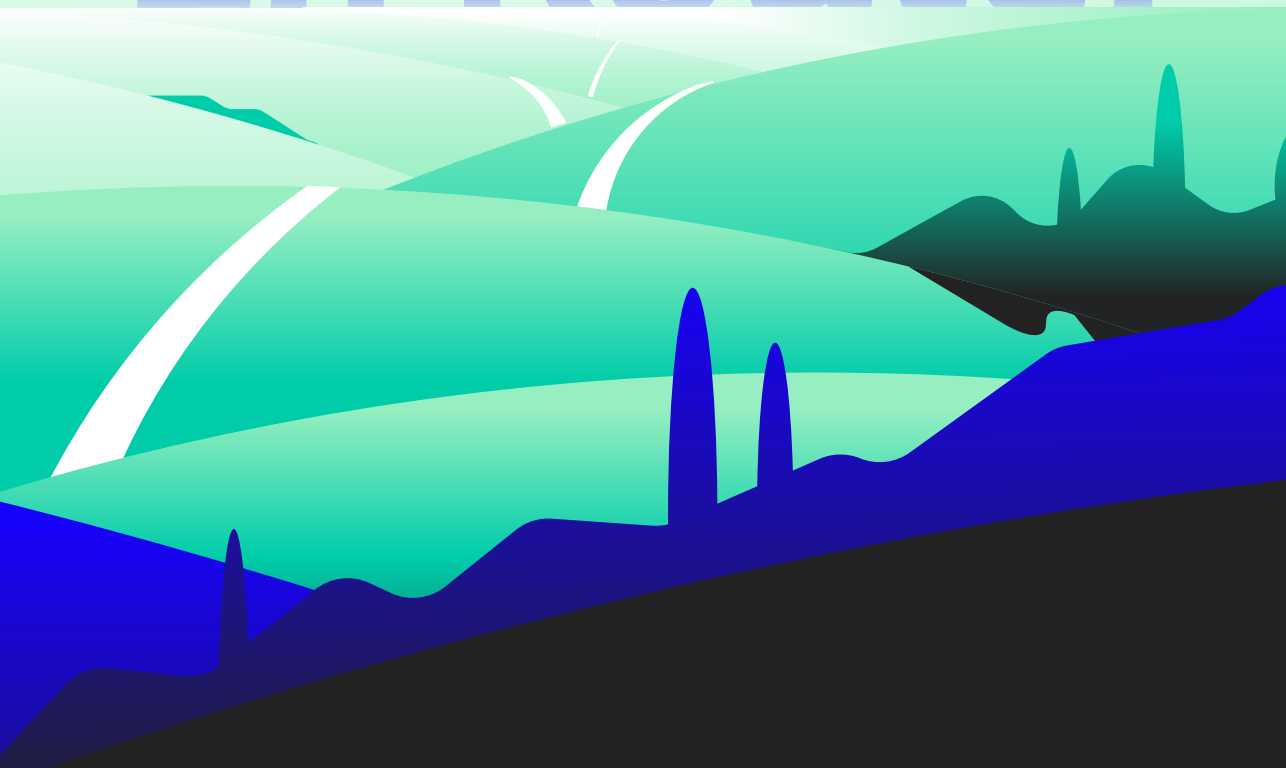


Roadmap pour une
prospérité durable

En Route!



Compétitivité	8
Garantir la compétitivité pour stimuler l'industrie	
R&D&I	14
Maximiser l'impact de nos dépenses : c'est possible !	
Climat entrepreneurial	20
Pour une administration numérique, véritable partenaire des entreprises	
Commerce international	26
Orienter l'exportation vers un avenir digital et durable	
Marché du travail	34
Taux d'emploi de 80% : encore un petit effort, svp	
Éducation & formation	42
La clé ? L'apprentissage continu !	
Digitalisation	48
Un retour dans le top 5 d'ici 2030	
Télécoms	58
L'infrastructure numérique ? Capitale !	
Énergie & climat	64
Aidez-nous à réduire le coût de l'électricité et à développer l'intermodalité !	
Économie circulaire & environnement	74
L'urgence d'une transition vers l'économie circulaire	
Défense	80
Renforcer l'industrie de la défense grâce à une réglementation équitable des exportations	

En route... pour créer la différence

La Wallonie, c'est un espace extraordinaire de 17.000 km² regorgeant de talents, d'industries dynamiques, d'entreprises innovantes, de superbes terrains, d'universités de premier plan, de hautes écoles, de solides structures publiques dédiées à l'accompagnement et au développement économique.

Malgré tout cela, nous n'arrivons toujours pas à créer la différence pour augmenter la valeur ajoutée générée par nos entreprises industrielles et technologiques, tout en les rendant neutre en carbone le plus rapidement possible. Atteindre cet objectif ambitieux, c'est...

#1 Créer la différence pour maintenir et développer l'activité stratégique industrielle

Nous déployons souvent beaucoup d'efforts et de ressources pour séduire des investisseurs étrangers. Or, l'un de nos défis majeurs actuellement est de garantir que les activités stratégiques restent bien ancrées en Wallonie. Il est crucial de préserver notre savoir-faire dans des domaines aussi importants que la sous-traitance automobile, l'énergie, la défense, etc. Il y aura donc lieu, au cours de cette législature, d'assurer une politique de soutien de l'industrie aussi attractive que celle qui sera déployée dans les différents pays et régions d'Europe.

C'est en effet en nous appuyant sur les écosystèmes que nous avons développés dans ces métiers que nous arriverons à attirer de nouvelles entreprises, en sous-traitance ou dans des secteurs complémentaires, et particulièrement stratégiques au regard d'enjeux tels que la neutralité carbone.

#2 Créer la différence pour former, attirer et retenir les talents

En ce moment, ce qui retient vraiment nos entreprises de grandir, c'est le manque de main d'œuvre qualifiée. Nous devons relever ce défi à plusieurs niveaux : tout d'abord, inspirer les plus jeunes à suivre des études qui ouvrent la porte à des carrières techniques et technologiques passionnantes.

Nous devons également offrir à ceux qui cherchent un emploi des formations dans des filières offrant de nombreux débouchés. Et enfin, il est essentiel de continuer à former nos travailleurs existants pour que leurs compétences restent à jour et pertinentes.

#3 Créer la différence pour améliorer la mise sur le marché de nos innovations

Nous devons absolument conserver et même augmenter notre soutien à la recherche et à l'innovation, peu importe sous quelle forme. C'est l'un de nos atouts majeurs !

#4 Créer la différence pour hisser les écosystèmes wallons au sommet

Grâce au renforcement des réseaux et à un ancrage local solide, les entreprises sont de plus en plus en mesure de collaborer sur divers projets et d'atteindre une masse critique. Cela leur permet d'effectuer les investissements indispensables en termes d'acquisition de nouvelles compétences et de développement des infrastructures. Ces actions sont nécessaires pour faire face aux nombreux défis et enjeux internationaux.

Alors, unissons-nous tous, acteurs politiques, autorités publiques, entreprises, syndicats et citoyens, et ensemble, créons la différence en Wallonie !

Roadmap pour une prospérité durable

Dans ce mémorandum pour les élections de 2024, Agoria présente ses recommandations concrètes destinées à insuffler un nouvel élan à la Wallonie et à... créer la différence. Notre vision ne se limite pas seulement au prochain mandat, mais va bien au-delà.

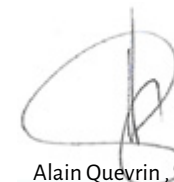
Pour rendre votre lecture plus agréable, nous avons organisé nos idées en 11 thèmes, allant de la numérisation à la recherche, au développement ainsi qu'à l'innovation, en passant par l'économie circulaire et l'environnement. Ainsi, nous vous proposons une roadmap détaillée pour une prospérité durable.

Nous empruntons parfois des chemins familiers, nous nous aventurons à l'occasion sur des routes encore inexplorées, et parfois nous traçons des voies entièrement nouvelles. Le tout, toujours avec une attitude positive. Car nous en sommes certains : la Wallonie fourmille d'opportunités pour devenir une région économique incontournable et se préparer à affronter les défis de demain.

En route !



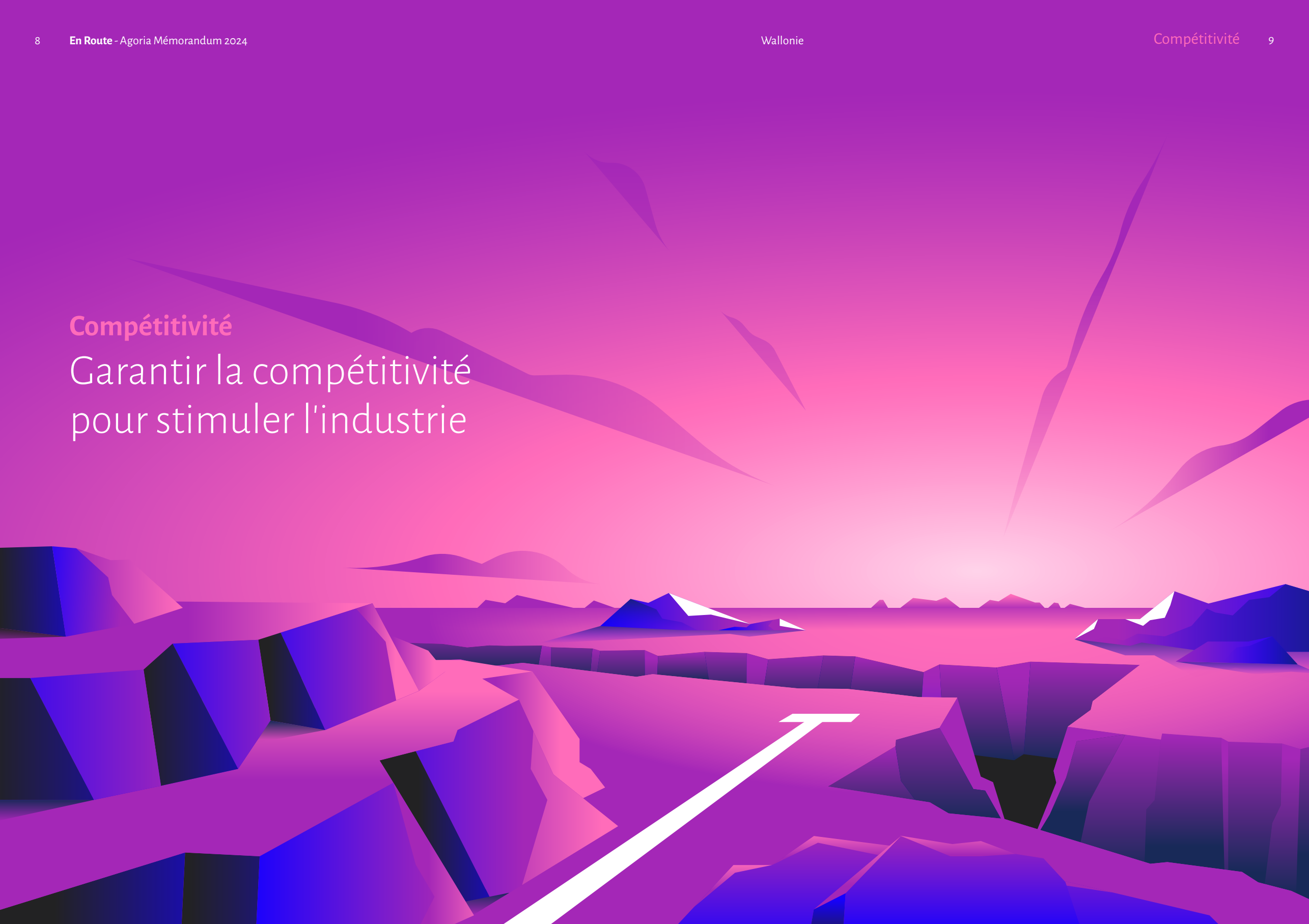
Clarisse Ramakers,
Directrice Agoria Wallonie



Alain Quevrin,
Président d'Agoria Wallonie

Compétitivité

Garantir la compétitivité
pour stimuler l'industrie



Il est temps de changer de route

Avec un produit intérieur brut atteignant 31,4 milliers d'euros par habitant en 2021, la Wallonie présente l'un des niveaux de bien-être les plus élevés en Europe. Cependant, comparée à ses consœurs belges et européennes, la Région est légèrement en retrait. Par exemple, son taux d'emploi pour la tranche d'âge de 20 à 64 ans stagne à 65,7% en 2022, une statistique nettement inférieure aux moyennes nationale et européenne.

	Wallonie (BNB)	Belgique (BNB)	EU-27 (Eurostat)
PIB/habitant EUR	31.568	43.480	32.400
PIB/habitant Wallonie = 100	100	138	103
% population 20-64 ans ayant un emploi	65,7	71,9	74,6



Une croissance inférieure à celle de la Flandre et de Bruxelles

Selon les prévisions du Bureau du Plan, la croissance de la Wallonie en 2022 est modérée par rapport à la moyenne nationale. En effet, elle est estimée à seulement 1,4% de plus que le PIB de 2019. En revanche, la Flandre et Bruxelles affichent des perspectives nettement plus optimistes, avec des croissances respectives de 4,8% et 3,1%.

Par ailleurs, le tableau économique de la Wallonie pourrait stagner à court terme. En supposant une politique constante, les prévisions pour 2028 indiquent une progression du PIB wallon de 8,3%, contre 9,3% pour la Belgique dans son ensemble. Il en va de même pour l'emploi, où le taux atteindrait 68,1% dans la Région, contre 74,6% à l'échelle nationale.

-1%

Malgré une hausse de 8,3% d'ici 2028, le PIB wallon reste derrière la moyenne belge de 9,3%.

Les chiffres parlent !

Emploi

35,7% de la population active se trouve en marge du marché du travail, dépassant de 5 points la moyenne belge (30,2%). De plus, les chercheurs d'emploi représentent 12% de la population active, contre 9% au niveau de la Belgique. Parallèlement, un nombre conséquent d'emplois disponibles restent non pourvus : à mi-2023, le taux s'élève à 3,47% en Wallonie, selon les données de Statbel.

Investissements des entreprises

Du côté des entreprises, la Wallonie n'est pas en reste. Nombre d'entre elles investissent jusqu'à 27% de leur valeur ajoutée, notamment celles qui appartiennent à des propriétaires étrangers. Ces derniers n'hésitent pas à mettre en avant les atouts de la Région, malgré les défis auxquels elle fait face :

- les défis technologiques liés à l'industrie 4.0, la robotisation, l'impression 3D, l'intelligence artificielle et la cybersécurité,
- les défis environnementaux tels que la transition énergétique et l'économie circulaire,
- les défis économiques, en particulier la compétitivité des salaires qui a connu une forte baisse en raison de l'inflation croissante et de l'indexation automatique.

1,1%

Avec 17.820 hectares, soit 1,1% de son territoire, dédiés à l'activité industrielle, c'est sûr, la Wallonie a encore de la place pour accueillir de nouvelles entreprises (IWEPS) !

Recherche & Développement

Les chiffres récents concernant la R&D sont positifs, avec 32.600 personnes employées et des dépenses s'élevant à 4,3 milliards d'euros en 2021. Cela représente 3,6% du PIB régional, dépassant ainsi la moyenne européenne. Selon l'European Innovation Scoreboard 2023, la Wallonie est classée en tant que « Strong Innovator ». Cependant, la Région doit encore optimiser l'impact de ses dépenses en R&D.

Disponibilité du territoire

Seulement 15,5% du territoire wallon est occupé par des espaces résidentiels et économiques (LUCAS – 2018), un pourcentage bien inférieur à la moyenne belge de 22%. L'IWEPS rapporte également que la Wallonie dispose de 17.820 hectares dédiés à l'industrie et à l'artisanat, ainsi que 3.600 hectares de friches. Ces chiffres suggèrent qu'il existe un vaste territoire encore inexploité en Wallonie.

Bien que la Wallonie figure parmi les leaders en termes de bien-être économique, les indicateurs clés restent en-deçà des moyennes nationale et européenne. Le potentiel pour inverser cette tendance est bel et bien présent, mais il doit encore être valorisé de manière plus décisive.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Financer la neutralité carbone

Agoria plaide en faveur des mesures financières favorables qui permettraient aux entreprises de progresser rapidement vers la neutralité carbone. Ces investissements cruciaux aideraient non seulement à lutter contre le changement climatique, mais également à renforcer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

#2 Promouvoir la complémentarité territoriale

Agoria souligne l'importance d'améliorer la coopération et l'intégration entre les différents sous-territoires. Une meilleure coordination territoriale pourrait optimiser l'utilisation des ressources, stimuler l'efficacité opérationnelle et accroître la compétitivité de l'ensemble de la Région.

#3 Accélérer la dépollution des terrains

Agoria insiste sur la nécessité de travailler à la dépollution des friches industrielles. Une telle initiative profiterait non seulement à l'environnement et à la santé publique, mais libérerait également des terrains précieux pour le développement économique et la croissance des entreprises.

#4 Faciliter l'accès aux zonings

L'amélioration de l'accès aux zones industrielles est également perçue comme une priorité. Il est essentiel de moderniser les infrastructures existantes afin de faciliter et d'optimiser la mobilité, ce qui permettrait un accès plus rapide et plus fluide aux zones d'activité. Cette optimisation favoriserait le développement économique et profiterait aux employés, en améliorant leur qualité de vie et potentiellement en augmentant leur productivité.

#5 Réduire la taxation économique

Agoria appelle à une baisse de la fiscalité sur les activités économiques. Cette mesure permettrait non seulement de rendre l'environnement plus attractif pour les entreprises existantes, mais aussi d'attirer de nouveaux investissements, favorisant ainsi la création d'emplois et la prospérité économique à long terme.

Technology for a better world

Agoria et ses membres envisagent un avenir prometteur pour la Wallonie. En harmonisant les sous-territoires, en valorisant les terrains disponibles et en procédant à leur dépollution, ainsi qu'en améliorant la mobilité et les infrastructures, nous nous assurons de maintenir la compétitivité de la Région. C'est ainsi que nous pouvons non seulement préserver, mais aussi développer l'industrie et les entreprises technologiques, renforçant ainsi l'économie wallonne et contribuant à un avenir prospère pour tous.

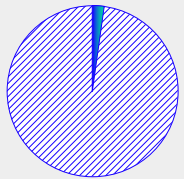
R&D&I

Maximiser l'impact
de nos dépenses :
c'est possible !



Il est temps de changer de route

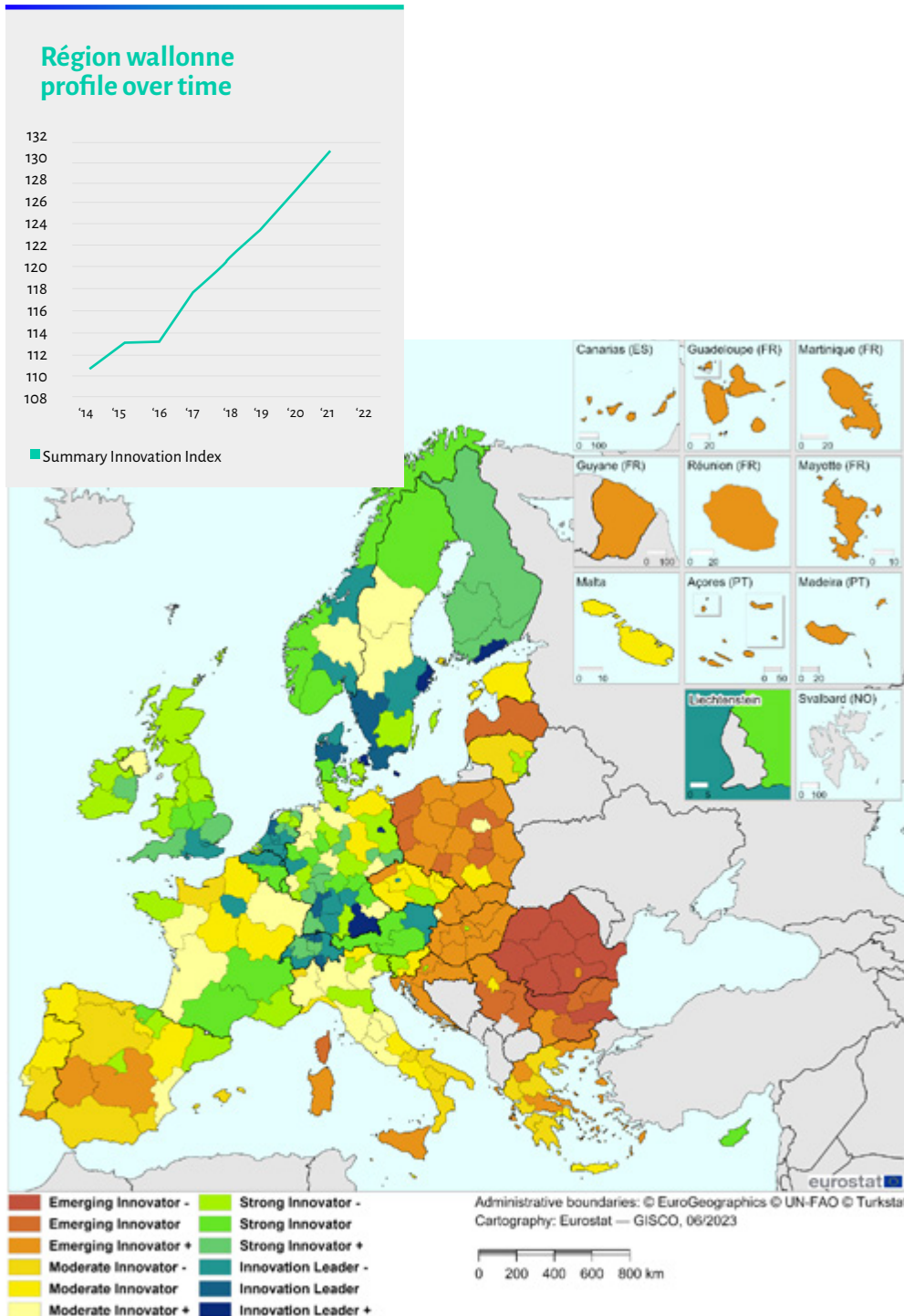
La Wallonie se classe 67e sur 240 régions européennes dans le Tableau de bord de l'innovation de 2022 de la Commission européenne. Elle est reconnue comme un « Strong Innovator » avec un Innovation Score en progression, malgré des défis en termes d'impact sur le développement régional. Selon l'Institut Destrée, son indice PIB/hab de 87 est considéré comme relativement faible par rapport à d'autres régions affichant un indice d'innovation similaire.



3,3%

Malgré un investissement en R&D de 3,3% du PIB en 2019, supérieur à la moyenne européenne, l'impact économique attendu en Wallonie reste trop faible.





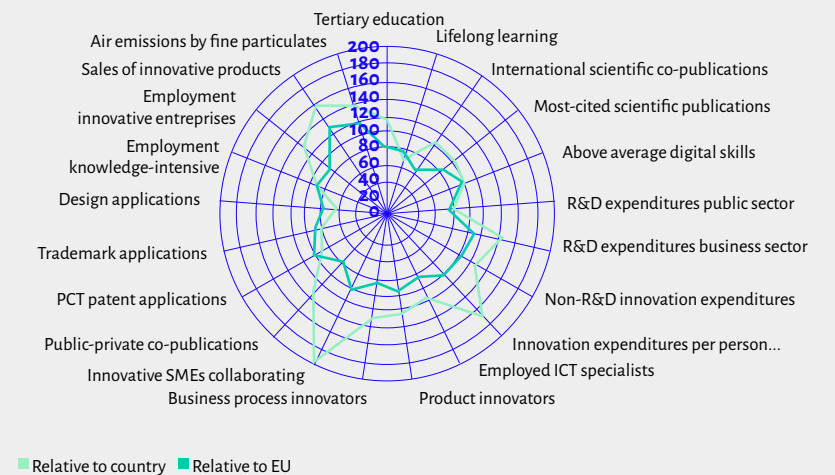
Innovation et économie en Wallonie : pourquoi une telle divergence ?

Les forces de la Wallonie résident dans son intensité de R&D qui, en 2019, atteint 3,3% du PIB dépassant la moyenne de l'Union européenne de 2,2% et répondant aux objectifs de la stratégie Europe 2020. Les entreprises jouent un rôle important dans les activités de R&D, représentant 2,8% du PIB, tandis que l'enseignement supérieur contribue pour 0,5% du PIB.

Cependant, plusieurs faiblesses sont soulignées, notamment dans les domaines de l'entrepreneuriat, de la formation continue, des compétences numériques, de l'innovation des processus de production et du taux de dépense R&D du secteur public. Ces domaines nécessitent des améliorations.

Les indicateurs concernant l'emploi dans les activités intensives en connaissances et les PME innovantes, la collaboration entre les entreprises et le monde scientifique, la protection de la propriété intellectuelle et le transfert des connaissances de la recherche au marché sont particulièrement préoccupants.

Regional Innovation Scoreboard 2023 – Région wallonne



Intensifier l'impact des dépenses

Dans un contexte où la transition vers une économie verte et numérique est cruciale pour l'Europe, ces faiblesses pourraient effectivement représenter des obstacles majeurs pour le développement de la Wallonie. Le défi consiste donc à créer un environnement propice à l'innovation et à adapter les instruments régionaux et fédéraux, tout en tirant parti des règles plus souples proposées par l'Europe notamment via le Net Zero Industry Act.

En somme, malgré une progression tangible en matière d'innovation et de R&D, la Wallonie doit intensifier l'impact de ses dépenses dans ces domaines afin d'assurer une transition économique fructueuse et durable. Des efforts supplémentaires sont donc nécessaires pour optimiser les retombées de ses investissements.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Renforcer le soutien à la R&D

Agoria recommande de maintenir le « précompte professionnel chercheur », de garantir un budget public à moyen terme pour la R&D&I, d'élargir la définition des innovations éligibles à un soutien, et de maximiser les opportunités de financement et d'accompagnement disponibles grâce au décret européen.

La collaboration entre différents acteurs tels que les PME, les grandes entreprises, les universités, les centres de recherche et de formation doit être renforcée. Cela est particulièrement important lorsque deux acteurs sont impliqués, dont au moins une entreprise.

Agoria plaide également en faveur de la possibilité de choisir entre des subsides et des avances récupérables pour les projets de développement expérimental, même si le projet est porté par une entreprise individuelle.

Il est également important de revoir la transposition de la réglementation européenne dans le cadre décretaal régional de manière à maximiser les opportunités de soutien.

#2 Adopter une politique de soutien à l'innovation simple et alignée sur les besoins des entreprises

Des rôles clairs doivent être définis pour chacun des acteurs soutenant l'innovation, tels que l'administration, les clusters, les centres de recherche et Wallonie Entreprendre. Il est également nécessaire d'établir des partenariats solides entre eux afin de répondre efficacement aux besoins des entreprises.

La Stratégie wallonne de Spécialisation Intelligente doit être recentrée et les Initiatives d'Innovation Stratégiques (IIS) doivent être consolidées autour des pôles de compétitivité ayant démontré leur capacité à organiser l'innovation.

Enfin, Agoria insiste sur la nécessité d'équiper l'administration de moyens suffisants et d'outils afin de faciliter et d'accélérer le traitement des dossiers, de réduire le délai de paiement des aides et de tenir les entreprises informées de l'état d'avancement de leurs demandes. De plus, la charge administrative devrait être proportionnelle au budget demandé, et un suivi rigoureux de l'utilisation des budgets dédiés à l'innovation et à la R&D ainsi que de leur impact est essentiel, notamment en distinguant les différents types d'acteurs.

#3 Encourager les jeunes et les travailleurs à poursuivre des carrières STEAMS

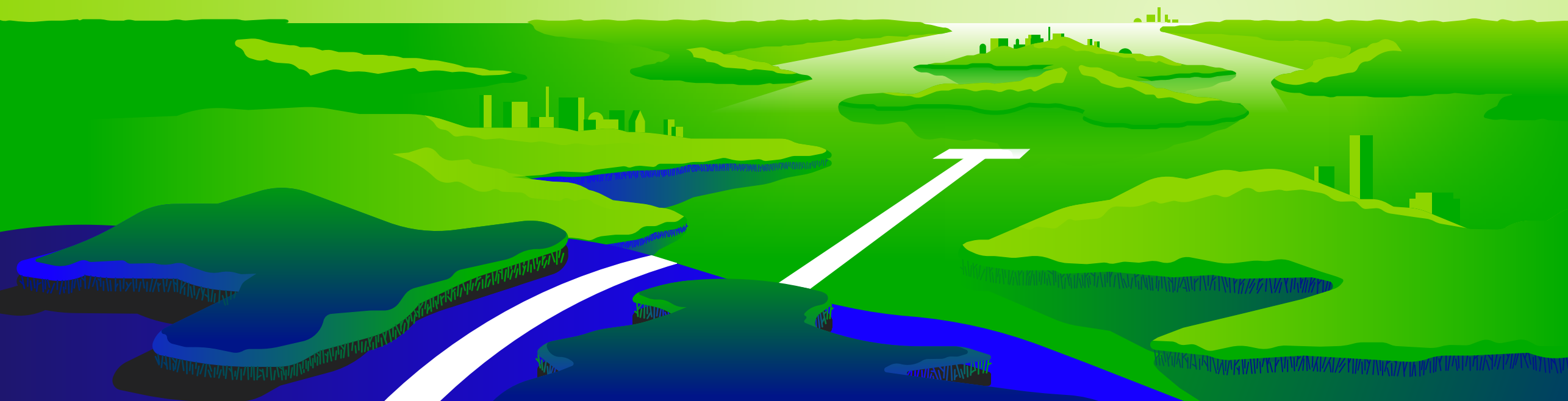
Notre recommandation pour augmenter l'emploi en R&D ? Stimuler l'envie chez les jeunes et les travailleurs à poursuivre des carrières STEAMS (Science, Technology, Engineering, Arts, Mathematics). Et pour cela, il est important de mettre en œuvre le plan STEAMS du PRW, qui vise à renforcer l'attractivité des filières STEAMS, y compris une approche spécifique aux femmes, et à sensibiliser les parents, enseignants et élèves dès l'enseignement fondamental.

Technology for a better world

Chez Agoria, nous sommes passionnés par le potentiel des technologies. Nous croyons qu'elles peuvent non seulement résoudre les défis actuels, mais aussi améliorer le monde. La recherche, le développement et l'innovation sont les moyens d'y parvenir. Aussi, nous pensons qu'il est crucial pour la Wallonie de s'adapter et de rester dans le train de la compétitivité européenne, en adoptant notamment les règles assouplies proposées par la Commission européenne pour promouvoir les technologies plus respectueuses de la planète.

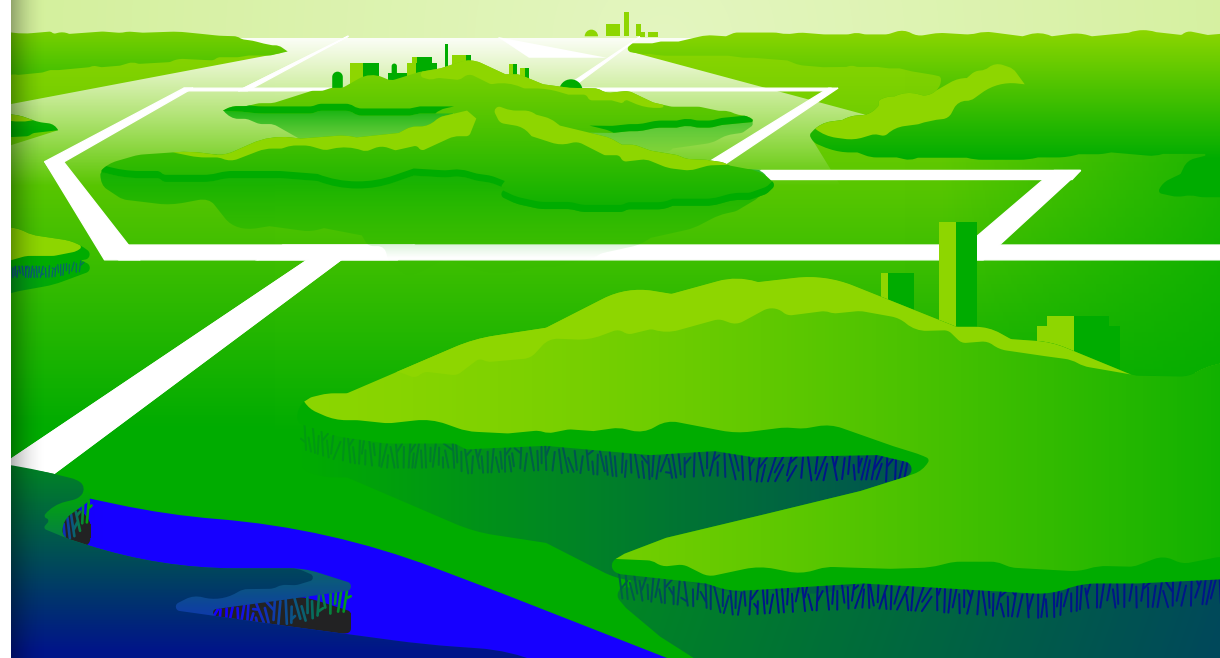
Climat entrepreneurial

Pour une administration digitale, véritable partenaire des entreprises



Il est temps de changer de route

Dans le cadre de son contrat d'administration adopté le 14 octobre 2021, le Service public de Wallonie (SPW) a été reconnu comme un acteur essentiel pour la croissance des entreprises. Trois ans plus tard, il est désormais crucial d'évaluer la performance de ce contrat afin de vérifier si les objectifs préétablis ont été atteints et de déterminer comment les optimiser.



Un partenaire plutôt qu'un contrôleur

L'administration doit réellement adopter ce nouveau rôle de partenaire clé, dépassant la perception traditionnelle d'un simple contrôleur. Les décalages dans l'attribution des subventions, les retards dans les approbations de permis et de licences ainsi que les obstacles au développement d'activités entravent sévèrement l'activité économique actuelle. En tant que prestataire de services, l'administration doit assumer un rôle de facilitateur et de stimulateur pour les entreprises.

Pas assez de place au numérique

Notons également que le contrat d'administration ne prend pas suffisamment en compte l'importance et le potentiel du numérique. En effet, l'intégration du digital est malheureusement reléguée en périphérie de la stratégie, alors qu'il s'agit d'un levier essentiel pour améliorer la disponibilité des fonctionnaires et optimiser les services de conseil et d'accompagnement offerts aux entreprises.

Il est aujourd'hui impératif de s'adapter à la réalité changeante du climat entrepreneurial en Wallonie. La précision des objectifs du contrat de gestion, la transformation de l'administration en partenaire dynamique, et l'intégration accrue du numérique sont des mesures indispensables pour créer un écosystème entrepreneurial robuste et compétitif.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Optimiser le contrat de gestion

Agoria recommande plusieurs actions clés pour renforcer l'écosystème entrepreneurial en Wallonie. Tout d'abord, il est essentiel d'évaluer rigoureusement le contrat de gestion du SPW, et de construire le prochain en tenant compte de nos revendications mentionnées ci-dessous. Cela représente une opportunité stratégique pour améliorer l'efficacité des relations entre l'administration et les entreprises, favorisant ainsi un contexte plus propice à l'innovation et à la croissance.

Ensuite, il est crucial de maîtriser le budget de l'administration et de garantir son efficacité pour une gestion optimale des ressources. Dans un environnement technologique en constante évolution, il est primordial que les investissements soient judicieux, axés sur les meilleures opportunités de développement et d'innovation, tout en évitant les dépenses inutiles.

Enfin, nous encourageons vivement à accélérer la transformation de la mentalité des fonctionnaires. En tant qu'acteurs réels du changement, ils doivent être considérés comme de véritables partenaires de l'industrie. Leur rôle ne doit plus se limiter à celui de contrôleurs, mais doit être transformé en celui d'accompagnateurs actifs, impliqués et engagés dans le succès des entreprises.

#2 Renforcer la sécurité informatique et maximiser l'utilisation du numérique

À la lumière de l'évolution rapide du paysage technologique, Agoria recommande certaines mesures pour adapter les administrations et exploiter pleinement le potentiel de l'économie numérique.

En premier lieu, la sécurité est devenue un enjeu central et incontournable. Il est donc primordial de sécuriser tous les réseaux informatiques des administrations contre les cyberattaques. Cela permettra non seulement de protéger les informations sensibles, mais aussi d'assurer la continuité des services et de maintenir la confiance envers les institutions publiques. Une telle démarche est indispensable et permettra à la Wallonie de répondre aux enjeux de la Directive NIS2.

Ensuite, nous encourageons vivement l'utilisation de technologies numériques avancées, telles que l'intelligence artificielle. En exploitant de manière efficace les données collectées par les administrations, nous pourrions améliorer l'efficacité du service public, anticiper les tendances et soutenir de manière proactive le développement des entreprises.

#3 Simplifier la complexité administrative et éviter les charges supplémentaires

Tout d'abord, il est crucial de faciliter l'identification des entreprises lors de tout contact avec l'administration. Cette initiative réduira la complexité et les tracas auxquels elles sont confrontées, tout en améliorant la fluidité des interactions entre l'administration et les entreprises.

Il est également nécessaire de procéder à une rationalisation des aides disponibles. En adaptant celles-ci aux besoins spécifiques des entreprises, on pourra optimiser l'utilisation de ces ressources et accroître leur impact. Certaines aides peuvent également perdre en efficacité au fil du temps, il est donc important de les évaluer régulièrement et de les mettre à jour en conséquence.

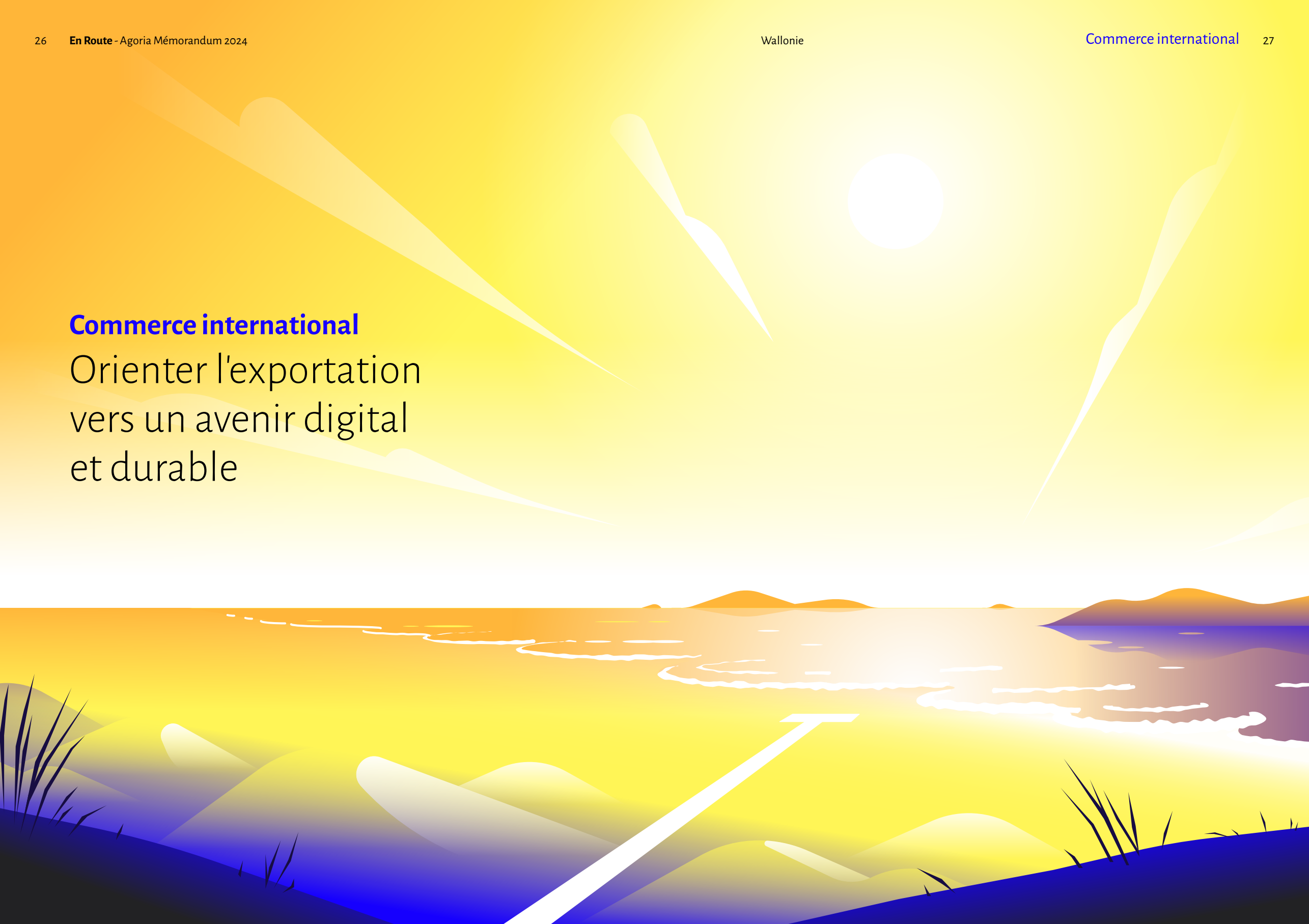
Enfin, Agoria insiste sur la nécessité d'éviter toute charge administrative ou fiscale supplémentaire pour les entreprises. C'est particulièrement important à un moment où celles-ci cherchent à se développer malgré un contexte économique difficile.

Technology for a better world

Chez Agoria, nous sommes convaincus que l'entrepreneuriat détient la clé d'un avenir meilleur. Nous aspirons à une administration qui se positionne comme un véritable allié, au service de la compétitivité des entreprises, tout comme elle le serait pour tout citoyen. C'est dans cette dynamique de partenariat que nous pouvons construire ensemble l'avenir et libérer tout le potentiel entrepreneurial au cœur de notre société.

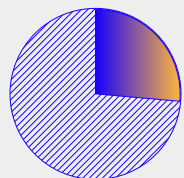
Commerce international

Orienter l'exportation
vers un avenir digital
et durable



Il est temps de changer de route

Les entreprises technologiques et industrielles de Wallonie ont été confrontées à des défis de taille en raison d'une double crise économique, résultant à la fois de la pandémie sans précédent et de la crise énergétique exacerbée par les tensions russo-ukrainiennes. Ces perturbations ont eu des conséquences significatives sur leur stratégie d'exportation. Les dernières données de l'AWEX mettent en évidence l'impact de ces turbulences sur ce secteur, qui dépend à 90% de son chiffre d'affaires généré par l'exportation.



+26,4%

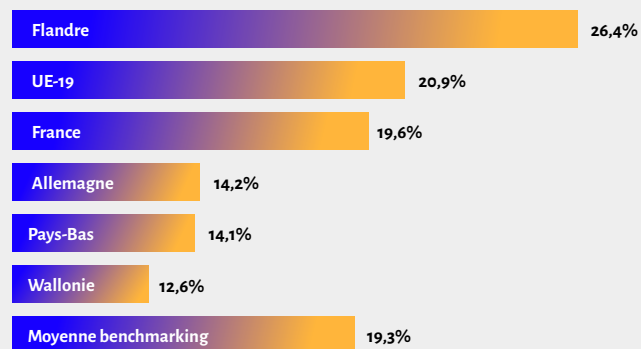
Avec une augmentation de 26,4% de ses exportations en 2022, la Flandre dépasse nettement la Wallonie (+12,6%).

S'adapter rapidement aux évolutions des marchés

Les embargos, les restrictions de crédit et l'inflation ont constitué autant d'obstacles pour le commerce international. Néanmoins, cette succession de défis a mis en évidence l'importance cruciale d'une stratégie d'exportation solide, étroitement liée à une vision économique globale. Ces deux éléments doivent s'entremêler étroitement, permettant ainsi aux entreprises de s'adapter aux conditions internationales changeantes et de prospérer dans cet environnement compétitif.



Evolution des exportations wallonnes en 2022 versus régions concurrentes



Voici quelques chiffres :

Évolution inférieure à la moyenne

Malgré les défis rencontrés en 2022, la Wallonie a enregistré un montant record d'exportations, atteignant 60 milliards d'euros, dont 44 milliards d'euros au sein de l'Union européenne et 16 milliards d'euros en dehors de l'Union européenne. Plus précisément, ces exportations comprenaient 18,8 milliards d'euros de produits pharmaceutiques, 7,8 milliards d'euros de métaux communs et de produits métalliques, ainsi que 4,7 milliards d'euros de produits issus de l'industrie chimique.

D'après la Banque nationale de Belgique, ces chiffres correspondent à un taux de croissance de 12,6%, bien que l'évolution ait été différenciée tout au long de l'année. Toutefois, cette progression reste inférieure à la moyenne observée chez les principaux concurrents de la Wallonie, tels que la Flandre, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France et la zone UE-19, qui ont enregistré une croissance moyenne de 19,3%.

L'inflation, aggravée par l'impact de la guerre en Ukraine sur les coûts énergétiques, a eu une influence significative sur cette situation. Les secteurs technologiques ont enregistré une croissance de 9%, bien que celle-ci soit inférieure à la moyenne de 15,7% observée dans la zone UE-19 et chez les quatre voisins.

Cependant, malgré ces défis, 291 entreprises wallonnes ont réussi à exporter pour la première fois en 2022, ce qui constitue un développement positif.

Croissance continue pour la quasi-totalité des secteurs

En 2022, les exportations wallonnes ont connu une croissance de 16,1% vers l'UE et de 3,9% vers les zones hors UE. Celle-ci a été particulièrement marquée dans les régions suivantes : Proche et Moyen-Orient (50,3%), Extrême-Orient (26,6%), Océanie (22,2%), Afrique subsaharienne (18,2%) et Amérique latine (8,7%).

Les principaux partenaires européens, notamment la France (+18,4%), l'Allemagne (+13,5%) et les Pays-Bas (+19,6%), représentent 48% du commerce extérieur total de la Wallonie, soit une valeur de 29,1 milliards d'euros.

Malgré l'inflation généralisée, la majorité des secteurs industriels en Wallonie ont continué à croître en 2022, à l'exception du secteur du matériel de transport (-22,1%), qui a connu une baisse principalement due à la forte diminution des exportations de matériel de transport à usage militaire (-88,9%).

931.000.000 €

En 2022, l'investissement total étranger en Wallonie a atteint 931 millions d'euros, malgré l'impact du Covid-19.

Chute des investissements étrangers

En 2022, la Wallonie a enregistré une baisse significative des investissements étrangers en raison de la conjoncture post-Covid. Les secteurs de la sous-traitance automobile, de l'industrie du verre, de la construction et de l'aérospatiale ont été particulièrement touchés.

Selon l'Awex, la Wallonie, connue pour son profil industriel et ses projets capitalistiques, n'a conclu que 34 dossiers d'investissement en 2022, contre 72 en 2021. Ces investissements ont injecté un total de 931 millions d'euros dans l'économie wallonne et ont généré 1.634 nouveaux emplois, dont 500 dans le secteur des sciences du vivant.

Cependant, la Flandre et Bruxelles ont été relativement moins impactées grâce à leurs projets de recherche et développement ou de services. De plus, la Wallonie a souffert de la relocalisation industrielle vers la France, l'Allemagne et l'Italie, en raison des plans de relance européens.

Il est important de souligner que malgré la diminution des investissements, le nombre d'emplois créés par nouveau dossier d'investissement a augmenté, passant de 14 en 2021 à 48 en 2022, et les montants d'investissement ont enregistré une légère baisse de seulement 6,1% par rapport aux années précédentes.

Face à ces défis, Agoria recommande d'accroître l'orientation stratégique vers les technologies de pointe. De telles initiatives renforceraient non seulement la position compétitive de la Wallonie sur le marché mondial, mais serviraient également de catalyseurs efficaces pour la création d'emplois.

L'avenir est prometteur, et avec les stratégies appropriées, la Wallonie peut se positionner comme un acteur clé dans le paysage technologique et industriel international.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Ratifier les accords de libre-échange

Agoria encourage vivement les décideurs politiques à ratifier rapidement les accords de libre-échange. Ceux-ci ont le potentiel de faciliter les exportations des entreprises wallonnes et d'ouvrir de nouvelles opportunités vers des marchés dynamiques et en croissance. Il est grand temps de reconnaître qu'aucune région du monde n'a conclu ces accords de manière plus démocratique que l'UE.

#2 Diffuser davantage le « diagnostic de maturité »

Afin de stimuler les activités d'exportation des entreprises, Agoria recommande l'adoption d'une approche client plus approfondie basée sur le « diagnostic de maturité ». Ce processus permet d'offrir à chaque entreprise un accompagnement personnalisé correspondant à son niveau de développement international et à ses perspectives de croissance.

#3 Intégrer les outils de financement et d'exportation

Agoria souligne l'importance de renforcer les liens entre l'accompagnement et les incitants financiers. En optimisant l'intégration de ces deux aspects, nous pourrions améliorer le soutien aux entreprises wallonnes et stimuler leurs exportations. Cela permettrait de créer un environnement propice à la croissance et à la compétitivité sur le marché mondial.

#4 Délivrer les licences d'exportation dans un délai de 40 jours calendaires

Agoria demande au gouvernement wallon d'accélérer les investissements dans la numérisation du processus de délivrance des licences d'exportation, afin de permettre aux entreprises de suivre l'avancement de leurs dossiers. Agoria demande également un renforcement des effectifs pour accélérer la délivrance de ces licences.

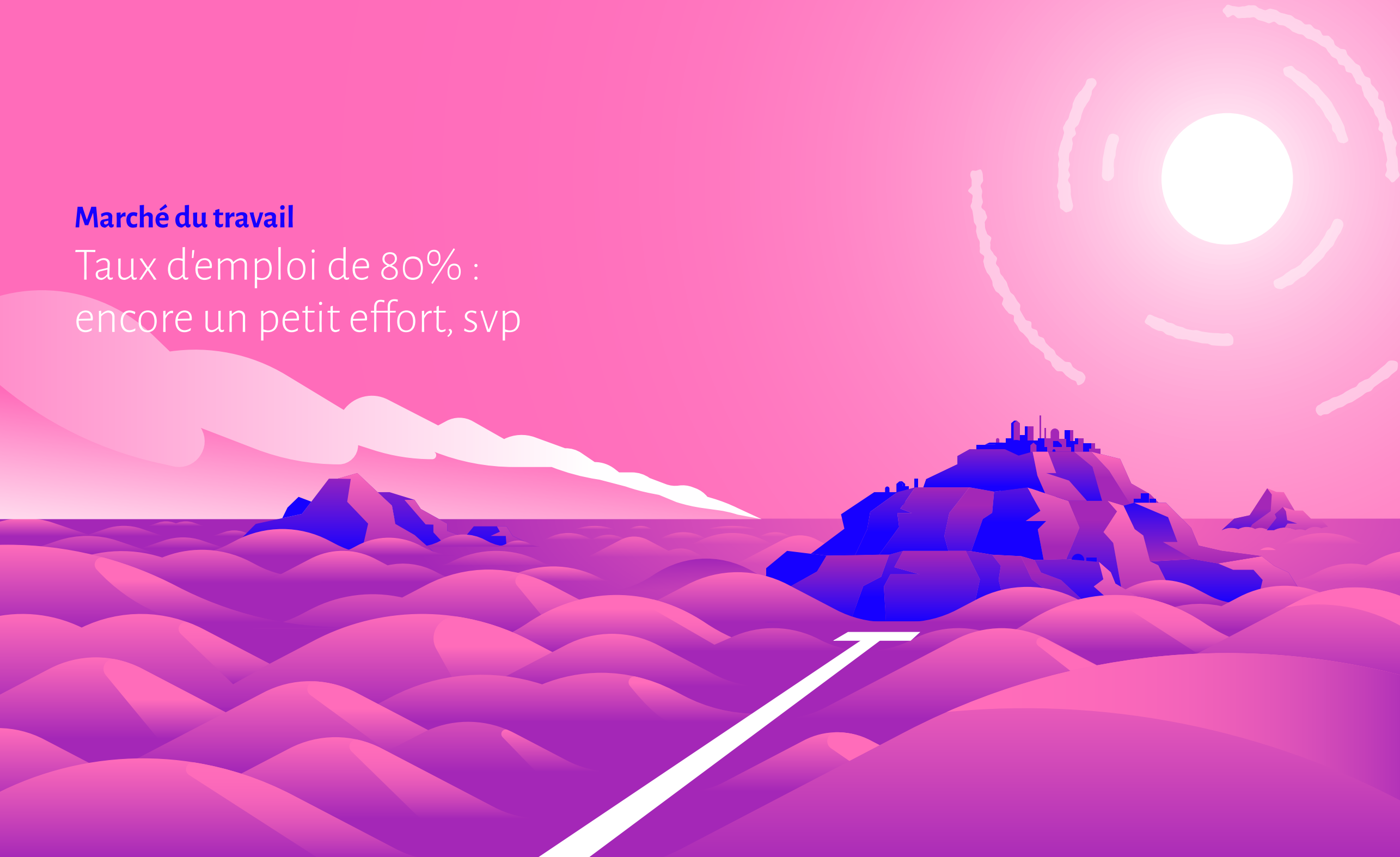
En Flandre, un délai interne de 40 jours calendaires est accordé, pouvant être prolongé dans les cas de dossiers complexes et politiquement sensibles. Néanmoins, une limite maximale de 80 jours calendaires est toujours souhaitée. En comparaison, il existe en Wallonie des dossiers où les entreprises attendent depuis plus de deux ans pour l'obtention d'une licence.

Technology for a better world

Agoria place l'exportation au cœur de la dynamique de croissance pour les entreprises wallonnes. En adoptant une stratégie de spécialisation intelligente et en abordant de front les transitions écologique et numérique, celles-ci peuvent non seulement s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, mais également devenir des acteurs du changement pour relever les défis futurs.

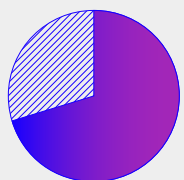
Marché du travail

Taux d'emploi de 80% :
encore un petit effort, svp



Il est temps de changer de route

Le secteur des technologies, qui compte 20.000 emplois à pourvoir en Belgique, dont 16% en Wallonie, fait face actuellement à une pénurie notable de travailleurs. Un comble, lorsqu'on sait que ce domaine est l'un des plus dynamiques et innovants, proposant des opportunités passionnantes et bien rémunérées. Parmi les 158 professions demandées, 66 sont considérées comme critiques et 92 métiers souffrent d'un manque de candidats.



70,5%

Si la politique reste inchangée, la Wallonie ne parviendra pas à atteindre son objectif de taux d'emploi de 80% en 2030 et se limitera à seulement 70,5%.



Le moins bon élève

Pour atteindre l'objectif d'un taux d'emploi de 80% d'ici 2030, il est essentiel d'optimiser la situation du marché du travail, en particulier en collaboration avec les entités fédérales et régionales, y compris la Wallonie. Malheureusement, si les politiques actuelles restent inchangées, le taux d'emploi en Wallonie en 2030 serait de 70,5%, soit le plus bas des trois Régions belges.

Comment l'économie et le marché du travail évolueront-ils dans les 3 Régions d'ici 2030?

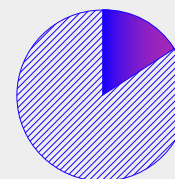


Croissance économique	1,6%	1,4%	1,2%	1,5%
Croissance de la productivité du travail	0,7-0,8%	0,7-0,8%	0,7-0,8%	0,7-0,8%
Taux d'emploi 2030	80,8%	70,5%	71,4%	76,5%
Croissance de l'emploi	0,8% +192.000 emplois	0,6% +80.000 emplois	0,5% +32.000 emplois	0,75% +304.000 emplois

Déjà quelques initiatives et mesures incitatives

Pour combler ce déficit, la Wallonie a déjà lancé des initiatives pour motiver les chômeurs à se former dans les métiers en pénurie. Parmi ces initiatives, le programme « Incitant + » offre une prime de 350 euros aux demandeurs d'emploi souhaitant accéder à des fonctions critiques. L'allocation métier en pénurie permet aux chômeurs de longue durée de conserver 25% de leur allocation pendant trois mois lorsqu'ils décrochent un emploi en pénurie.

Parallèlement, Agoria et le FOREM ont organisé les Jobdays, qui favorisent les rencontres entre demandeurs d'emploi et entreprises. L'adaptation rapide aux avancées technologiques et le développement de soft skills, de plus en plus répandues chez les étudiants jobistes, représentent aussi des défis majeurs pour le secteur.



16%

Le secteur des technologies compte 20.000 postes vacants, dont 16% se situent en Wallonie.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Développer une nouvelle vision de carrière

Agoria propose une nouvelle vision de carrière pour le secteur technologique en Wallonie, mettant l'accent sur l'alternance, l'upskilling et le reskilling, la valorisation du temps partiel et le développement des compétences futures.

Premièrement, l'alternance, l'upskilling et le reskilling permettent une carrière flexible, dans laquelle les travailleurs ont la possibilité d'améliorer et de diversifier leurs compétences. Cela leur permettrait d'occuper des rôles variés tout au long de leur carrière.

Deuxièmement, il est important de valoriser davantage le travail à temps partiel. Objectif ? Rendre le travail nettement plus rémunérateur que le fait de ne pas travailler du tout. Ainsi, même en combinant un emploi à temps partiel avec des revenus de remplacement, le revenu total devrait être substantiellement supérieur au seul revenu de remplacement.

Troisièmement, Agoria souhaite développer des outils qui favorisent l'acquisition de compétences pour l'avenir. En s'appuyant sur les travaux antérieurs des organismes régionaux, l'objectif est de multiplier par deux ou trois le nombre de demandeurs d'emploi suivant une formation dans les métiers en demande, d'avenir et en pénurie.

Nous recommandons également la mise en place de parcours modulaires qui combinent des formations de longue durée avec des missions par intérim afin de réduire les abandons en cours de formation.

De plus, Agoria souligne l'importance d'informer les demandeurs d'emploi sur le coût de leur formation pour la communauté, afin de les sensibiliser à l'opportunité qui leur est offerte. Si une personne abandonne sa formation ou ne parvient pas à trouver un emploi, il est suggéré qu'elle participe à une partie de ce coût.

Enfin, Agoria considère l'identification des compétences futures et la façon de les développer comme des éléments essentiels. Nous encourageons les organismes d'emploi à se concentrer sur les « compétences » plutôt que sur les « métiers » lors de leur analyse des données.

#2 Travailler à l'esprit de travailler

Pour inciter à l'emploi plutôt qu'à l'inactivité, nous suggérons d'augmenter le salaire net des travailleurs sans alourdir la masse salariale des entreprises. De plus, il est important de réduire, voire de supprimer, l'écart de coût salarial avec nos pays voisins, tels que l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Il convient également de prendre en compte les aides liées au statut de demandeur d'emploi, telles que les tarifs sociaux et les coûts de transport, ainsi que le développement de services sociétaux tels que la garde d'enfants, la prise en charge des malades et la mobilité.

Nous proposons également une dégressivité des allocations de chômage en fonction de la formation suivie par le demandeur d'emploi. Il faut en effet faire de l'effort de formation ciblée un facteur déterminant dans le système d'octroi et de durée des allocations de chômage.

Ainsi, les personnes qui se retrouvent au chômage (temporairement) peuvent compter sur une allocation de demandeur d'emploi raisonnable. Au fil du temps, des conditions supplémentaires seront attachées à l'allocation par étapes. Ces conditions doivent renforcer la position du bénéficiaire sur le marché du travail.

Si une personne cesse de chercher du travail ou de se renforcer, l'allocation diminue également. Après 2 ans pour une personne qui ne peut pas présenter 20 ans d'expérience professionnelle, après 3 ans pour une personne qui peut présenter 20 ans d'expérience professionnelle.

Enfin, il est suggéré d'allouer une plus grande part du PIB à l'activation (formation, réorientation professionnelle) plutôt qu'au maintien de l'inactivité.

#3 Mettre en place une immigration économique

Agoria souhaite faciliter le processus de recrutement des travailleurs étrangers en le numérisant, afin de simplifier les communications entre l'administration, l'employeur ou son représentant. Il est essentiel que le contrat et les conditions associées respectent nos normes salariales et de qualité de vie. De plus, si le travailleur étranger possède des compétences spécifiques, l'employeur ne devrait pas être tenu de justifier l'absence de candidat qualifié en Belgique.

Pour combler tous les besoins en talent, il est en effet crucial de chercher des solutions en dehors de la population belge. À cet égard, le système d'immigration économique du Canada pourrait servir de modèle pour attirer des travailleurs qualifiés en Belgique. Salué par l'OCDE, ce système ne s'intéresse pas seulement aux besoins actuels, mais cherche également à anticiper les compétences futures nécessaires.

#4 Renforcer la plateforme Working in Belgium

Nous devons continuer à développer la plateforme commune Working in Belgium pour le traitement des demandes de séjour. Il faut donc prévoir dès le début de la législature un budget pour le déploiement et le renforcement de cette plateforme.

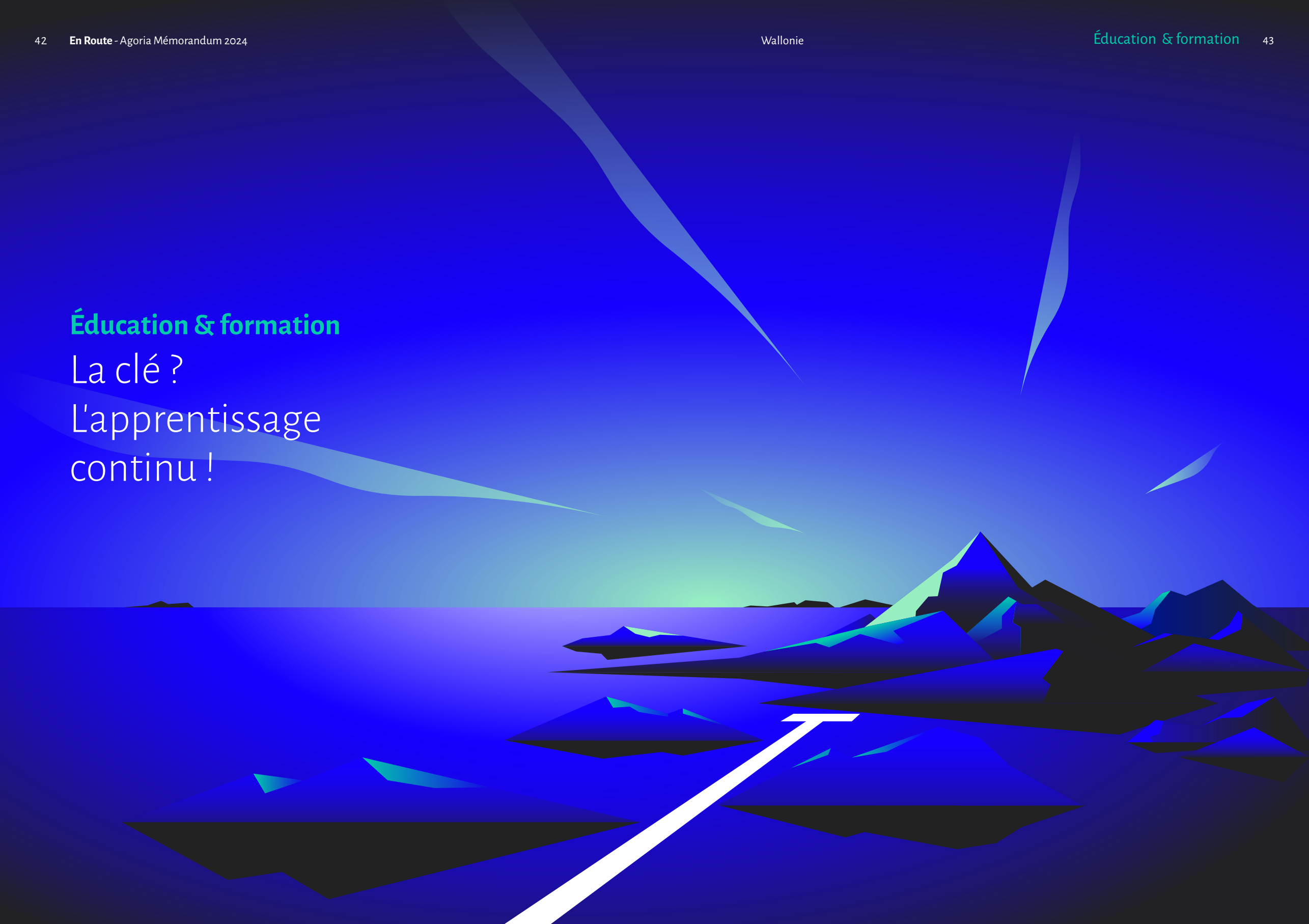
Technology for a better world

L'ambition d'Agoria ? Proposer à tous et toutes un emploi stimulant dans un environnement de travail équilibré, favorisant l'épanouissement personnel et offrant une carrière stable. En valorisant l'inclusion, nous contribuons à la création d'une société plus juste, tout en renforçant la compétitivité de nos entreprises. Notre priorité ? La sécurité, la santé et le bien-être de nos travailleurs !

Éducation & formation

La clé ?

L'apprentissage
continu !



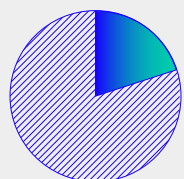
Il est temps de changer de route

Les derniers classements PISA montre que la Belgique, et en particulier la Wallonie, est à la traîne en termes de compétences en mathématiques et en lecture. Les résultats montrent que même les élèves les plus performants ont accumulé un déficit d'apprentissage sur une période de trois ans, ce qui représente une menace pour la prospérité dans une économie axée sur la connaissance.



Les chiffres indiquent également une faible participation à l'apprentissage tout au long de la vie. Selon Statbel, seulement 19,9% des personnes âgées de 25 à 64 ans ont suivi une formation en 2021, bien que ce chiffre montre une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

Les chiffres d'Eurostat sont encore plus préoccupants : avec seulement 45,2% de la population déclarant avoir suivi récemment une formation, tandis que 41,8% affirmant ne pas être disposés à le faire.



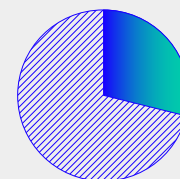
19,9%

En 2021, seulement un Wallon sur cinq âgé de 25 à 64 ans a suivi une formation (Statbel).

Formation continue : l'investissement d'avenir des entreprises

Cependant, les entreprises belges investissent au moins 2,4% de leur coût salarial dans la formation, ce qui en fait les plus grands investisseurs en formation en Europe. En moyenne, elles dépensent 1.405 euros par travailleur pour l'éducation et la formation, soit deux à trois fois plus que la moyenne européenne.

De plus, la Belgique propose également une large gamme de formations professionnelles en entreprise, témoignant de l'engagement du pays à développer les compétences de ses employés. Malgré ces investissements importants, il reste encore beaucoup de progrès à faire en termes de participation à l'apprentissage tout au long de la vie.



28,7%

des étudiants souffrent d'inadéquation entre leurs études et le marché du travail (OCDE).

L'inadéquation entre les études et le marché du travail

En Wallonie, il est crucial d'aligner la formation sur les exigences du marché du travail. Selon l'OCDE, près de 28,7% des Belges sont confrontés à une « inadéquation entre le domaine d'études et le marché du travail », ce qui se traduit souvent par une sous-qualification. Il est donc essentiel de s'assurer que les programmes de formation préparent efficacement les candidats.

Plusieurs enquêtes ont montré que les modalités d'apprentissage en milieu professionnel, telles que la formation en alternance, sont reconnues comme des moyens efficaces pour améliorer cet alignement.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Investir différemment en maximisant les partenariats avec les employeurs, les centres de formation et les fournisseurs de services numériques

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de rationaliser l'offre de formations et d'accélérer l'adaptation des qualifications professionnelles en les intégrant dans des profils génériques qui peuvent être rapidement ajustés en 3 mois.

De plus, il est conseillé d'augmenter chaque année de 10% le nombre de cours de l'enseignement secondaire et supérieur comprenant un apprentissage sur le lieu de travail. Pour faciliter cette transition, Agoria recommande la mise en place d'un cadre permettant aux professionnels d'être détachés dans les écoles ou les centres de formation.

Enfin, il est essentiel de donner aux écoles la liberté d'innover et de différencier les programmes, tout en établissant des partenariats locaux avec les entreprises. À cet égard, il est primordial d'optimiser les ressources d'apprentissage numériques et de permettre une différenciation adaptée aux besoins individuels des apprenants.

#2 Renforcer les compétences numériques et les STIM

En tant qu'acteur majeur du secteur tech, Agoria souligne que la gestion des nouvelles technologies ne se résume pas à la maîtrise actuelle mais nécessite également une préparation aux futurs changements.

Par conséquent, nous suggérons l'intégration des compétences STIM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques) et numériques dans la formation des enseignants. Nous préconisons également une éducation de base qui intègre ces mêmes compétences pour tous les élèves et étudiants. Enfin, nous demandons une politique STIM basée sur des données probantes et des tableaux de bord pour mener à bien ces initiatives.

#3 Développer un système d'apprentissage axé sur l'excellence et l'inclusion

Dans les régions dotées de systèmes d'apprentissage solides, l'éducation continue est non seulement accessible à tous sans restriction, mais elle se caractérise également par un apprentissage tout au long de la vie, répondant aux besoins de chacun, en tout lieu et à tout moment.

Agoria propose donc une orientation scolaire non contraignante, mais obligatoire lors du passage de l'enseignement primaire au secondaire, en parallèle au test Columbus.

Il est également important de reconnaître le rôle des entreprises en tant que fournisseurs de formation, s'adaptant aux exigences du marché du travail moderne.

Par ailleurs, nous encourageons vivement l'utilisation d'un compte individuel d'apprentissage et de carrière pour au moins 70% de la population. Ce compte vise à rendre les individus proactifs et bien informés lors des transitions professionnelles, prévenant ainsi les situations négatives telles que les restructurations ou les licenciements. Il vise également à mieux faire connaître les droits et les incitations existants, tant au niveau régional que fédéral.

#4 Réduire les structures gouvernementales à l'essentiel

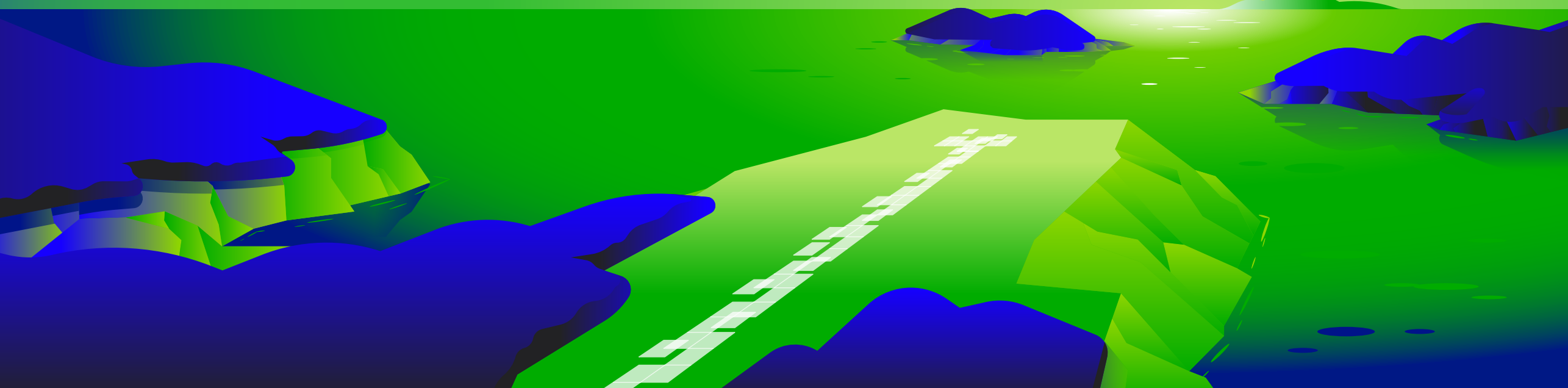
Pour un alignement optimal de l'éducation sur le marché du travail, Agoria suggère non seulement de définir des priorités substantielles, mais aussi de simplifier les structures impliquées.

Technology for a better world

L'apprentissage continu est essentiel pour favoriser une société égalitaire et une économie compétitive. Il permet le développement des talents, facilite l'adaptation aux évolutions technologiques et permet la reconversion des compétences. En maximisant les partenariats et en promouvant les connaissances en STIM, nous garantissons un accès équitable à l'apprentissage. Cela renforce nos entreprises et offre des opportunités pour tous.

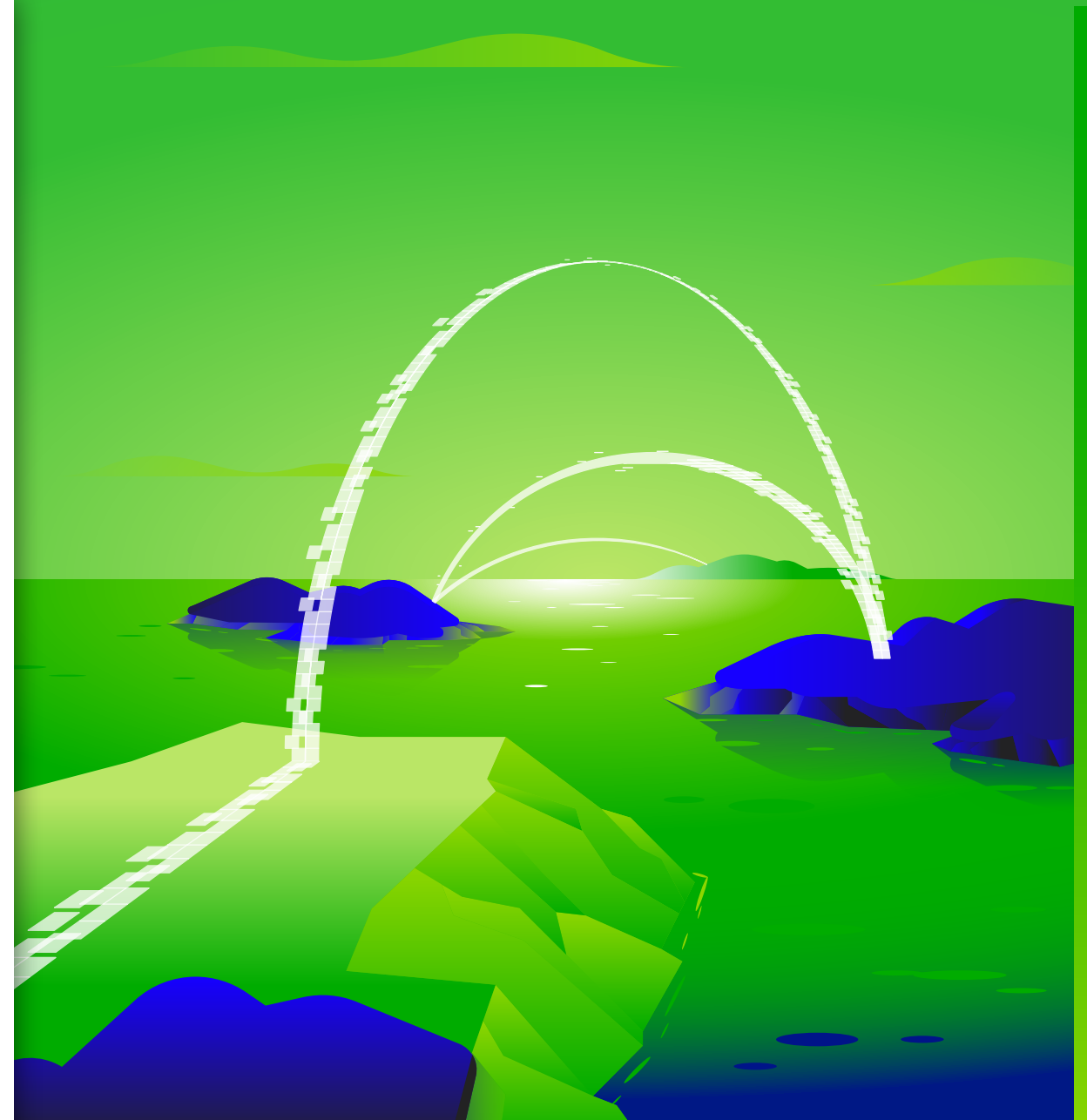
Digitalisation

Un retour dans
le top 5 d'ici 2030



Il est temps de changer de route

Le numérique est aujourd'hui omniprésent dans la société et l'économie, et le sera encore davantage à l'avenir. Il représente un secteur en plein essor et est également devenu un vecteur d'amélioration dans tous les domaines. Il est aussi un indicateur de la réactivité d'une région face aux défis économiques, climatiques, environnementaux et sociétaux.



Toute l'économie se numérise

De 2012 à 2022, l'emploi dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a augmenté d'environ un tiers. En outre, plus de 60% des professionnels du numérique exercent leurs compétences en dehors du secteur des TIC (finances, public, industriel, etc.), ce qui témoigne de la numérisation croissante de l'ensemble de l'économie.

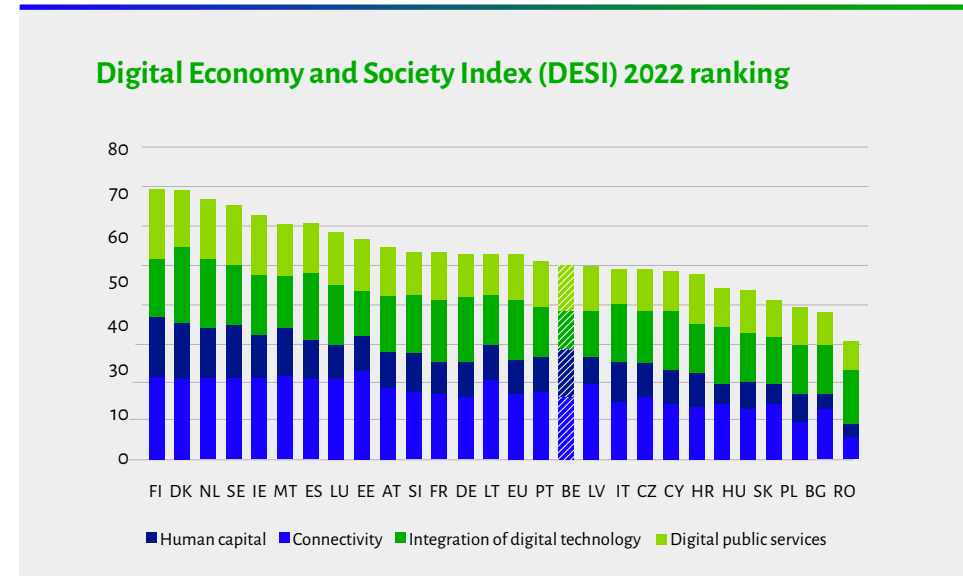


Chute de la 5e à la 16e place

Selon l'indice européen Digital Economy and Society Index (DESI), la Belgique a progressé dans certains domaines du développement de la société et de l'économie numériques, mais elle continue de perdre du terrain par rapport à d'autres pays européens.

Concrètement, notre pays est passé de la 5e à la 16e place entre 2005 et 2022. Alors que l'Espagne, par exemple, est passée de la 17e à la 7e place pendant la même période, grâce à une politique numérique forte et ambitieuse ([España Digital 2026](#)).

Dans ce contexte, les initiatives wallonnes sont positives mais elles ne sont pas suffisantes. La Région wallonne doit augmenter ses ambitions et coordonner davantage ses actions avec les autres entités belges afin de viser, ensemble, un retour dans le top 5 d'ici 2030. L'union fait la force !



4 objectifs européens pour 2030

Afin de rester compétitive face à la transformation numérique qui touche tous les secteurs de la société et de l'économie, l'Europe a lancé le programme ambitieux « Path to Digital Decade ».

Elle a identifié 4 domaines d'action : le renforcement des compétences et experts numériques, l'investissement dans des infrastructures du numérique de pointe, garantissant une sécurité optimale, l'accélération de la transformation digitale des entreprises et la numérisation des services publics.

#1 Les compétences numériques

Au niveau des compétences numériques, la Belgique se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne (indice DESI), occupant la 13^e position. Cependant, notre pays accuse un sérieux retard en termes de diplômés en technologies de l'information et de la communication, avec seulement 2,2% des diplômés, contre 3,9% en moyenne en Europe.

Et malgré les initiatives publiques comme Digital Wallonia for Education et privées, on constate un cruel manque de compétences digitales de base et d'experts digitaux, notamment pour la cybersécurité et l'IA/Data.

#2 Une infrastructure du numérique sécurisée

Des réseaux de télécommunications fixes et mobiles solides et sécurisés sont indispensables à une économie et une société numériques saines. En matière de sécurité, on constate une augmentation significative des cyberattaques en Belgique (+ 37% entre 2019 et 2021). Notre pays fait actuellement face à un manque cruel de maturité cyber dans les secteurs publics et privés et à une pénurie d'experts en cybersécurité, avec 4.000 postes vacants.

#3 L'accélération numérique des entreprises

Nouvelles technologies, données et innovation

Les nouvelles technologies (IA, Web 3.0, 5G, blockchain, XR/VR, cybersécurité, etc.) et l'économie des données gagnent en importance. Elles offrent des solutions à de nombreux défis sociétaux et économiques. Parallèlement, le défi pour la Belgique aujourd'hui réside moins dans la création de nouvelles start-ups que dans la croissance des start-ups et scale-ups innovantes déjà existantes.

Accélération numérique dans les PME

En termes d'intégration des technologies numériques dans les PME, la Belgique est descendue de la 3^e à la 6^e place. Et bien que 65% d'entre elles demandent un niveau de base en intensité numérique (moyenne européenne : 55%), nous ne devons pas rester les bras croisés, l'activation des chefs d'entreprise reste également une priorité.

Digital4Sustainability

La technologie numérique est l'une des clés d'une société plus durable (voir par exemple l'étude Digital4Climate d'Agoria et Accenture). Cependant, il y a encore de la marge d'amélioration, car seules 56% des entreprises belges ont une intensité moyenne à haute d'actions vertes grâce aux TIC (moyenne européenne : 66%).

#4 La numérisation des services publics

Enfin, la Belgique se classe en 16^e position en termes de numérisation des services publics, ce qui la place derrière la moyenne européenne. Malgré certains progrès, il reste donc encore beaucoup à faire dans ce domaine. Le gouvernement wallon doit continuer à se concentrer sur la numérisation des services publics et de l'e-santé, en collaboration avec le secteur privé.

Roadmap pour une prospérité durable

Agoria plaide pour une stratégie numérique plus forte et horizontale (basée sur Digital Wallonia), coordonnée entre les différents niveaux de gouvernement - à l'instar d'España Digital 2026 - et dirigée par un n°1 ou n°2 (vice-Premier ministre) du gouvernement.

#1 Augmenter l'offre de formation pour experts et compétences numériques

Agoria préconise le développement d'un nouvel écosystème en collaboration avec les partenaires publics (universités, organismes de formation, etc.) et privés (académies, etc.) afin d'élargir l'offre et d'améliorer la qualité des formations en digital, notamment pour l'IA/data et la cybersécurité. Une source d'inspiration : la Cyber Skills Academy européenne ou le Campus Cyber en France.

Il est également important d'encourager et de cartographier les formations « non régulières ». Il est également important d'encourager et de cartographier les formations « non régulières » et d'inciter les entreprises à faire appel à ce type de formation. En plus, il faut tenir compte de l'impact des formations « non régulières » (axées sur la demande) pour l'indice DESI.

Nous recommandons également d'intégrer l'apprentissage des compétences numériques à tous les niveaux d'enseignement et de formation, en incluant notamment l'IA, la cybersécurité et l'éthique digitale (voir aussi les chapitres « [Éducation et formation](#) » et « [Marché du travail](#) » (par exemple pour attirer des travailleurs étrangers en Belgique).

#2 Développer une infrastructure numérique sécurisée

Agoria préconise la mise en place d'une roadmap stratégique nationale pour optimiser le développement des réseaux de télécoms fixes et mobiles (voir chapitre « [Télécoms](#) »).

Il est également essentiel de développer une campagne d'activation plus ambitieuse et coordonnée aux niveaux régional et national, visant à sensibiliser le management des secteurs privé et public, afin d'adopter un plan cybersécurité/résilience.

#3 Accélérer la transformation numérique Nouvelles technologies, données et innovation

Pour booster la compétitivité de nos PME, il est crucial de favoriser la collaboration avec les fournisseurs numériques dans le cadre de projets d'innovation « Business 4 Business » dans des domaines tels que les nouvelles technologies (IA, Metaverse, 5G, blockchain, etc.) et l'innovation sociétale (Digital4Sustainability, EduTech & HealthTech). Un exemple : le modèle « Start IA » de DigitalWallonia.

La Wallonie doit aussi élaborer et mettre en œuvre une stratégie en matière de données (avec un rôle clair des autorités par rapport au privé), inclure dans cette action la création d'initiatives en matière d'espaces de données et veiller à ce que la Région soit bien connectée aux espaces de données développés dans les autres Régions et au niveau européen.

Parallèlement, il est essentiel de soutenir activement la croissance des scale-ups grâce à un programme coordonné comprenant leur financement, une visibilité internationale et un transfert de « deep tech », etc., par exemple via Wallonie Entreprendre. Une source d'inspiration pourrait être Scaleup Vlaanderen ou le Plan français French Tech.

Renforcer les programmes pour la numérisation des PME

Agoria recommande également d'optimiser les programmes existants pour la numérisation des PME, en mettant l'accent sur l'activation des dirigeants de PME en matière de stratégie numérique et de gestion du changement, et pas uniquement sur des actions de sensibilisation et formation (voir par exemple le « SME Digitalisation Plan » en Espagne).

Digital4Sustainability

Il est plus que nécessaire d'investir dans des solutions numériques pour réduire l'empreinte carbone dans des secteurs tels que la mobilité, l'énergie et les bâtiments (investissements publics) - voir chapitre « [Énergie & climat](#) ».

Un programme de durabilité devrait également être mis sur pied pour soutenir les PME dans leur processus de transformation, y compris avec les technologies numériques.

Il est aussi primordial de soutenir les centres de données et opérateurs télécoms dans leur transition vers une décarbonisation complète d'ici 2050, tout en se conformant aux nouvelles obligations de reporting de l'UE (sans imposer des exigences supplémentaires).

#4 Optimiser la numérisation des services publics

Agoria souhaite accélérer la digitalisation complète des processus clés, tels que le déménagement, afin d'améliorer la vie des citoyens et des entreprises, et ce, de manière transversale entre le niveau fédéral et les Régions et en collaboration avec le secteur numérique.

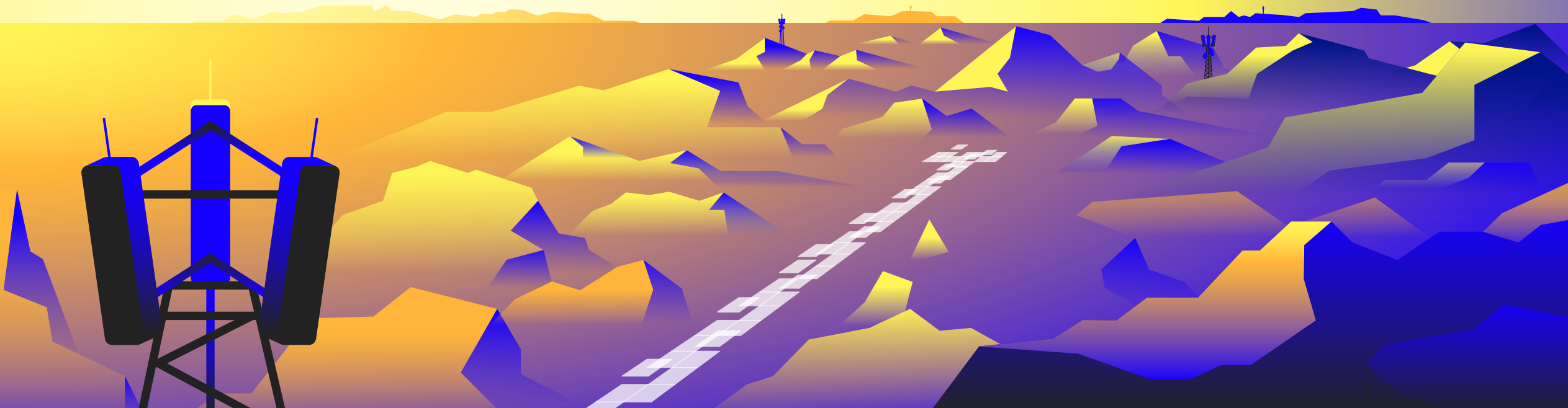
Enfin, dans le secteur de la santé, il est essentiel de faciliter l'innovation numérique et l'utilisation des données en établissant une vision claire et en fournissant un financement structurel de l'innovation. Il est nécessaire de mettre en place un programme cohérent visant à améliorer l'utilisation et le partage des données en collaboration avec le gouvernement fédéral.

Technology for a better world

La digitalisation et l'économie des données jouent un rôle crucial dans l'amélioration du monde et dans la contribution à un monde meilleur. En utilisant les technologies numériques, nous pouvons optimiser les processus, accélérer les échanges d'informations et faciliter la prise de décision. Cela permet de réduire les coûts, d'augmenter l'efficacité et de favoriser l'innovation, créant ainsi des opportunités pour une société plus durable, inclusive et prospère.

Télécoms

L'infrastructure
numérique ?
Capitale !



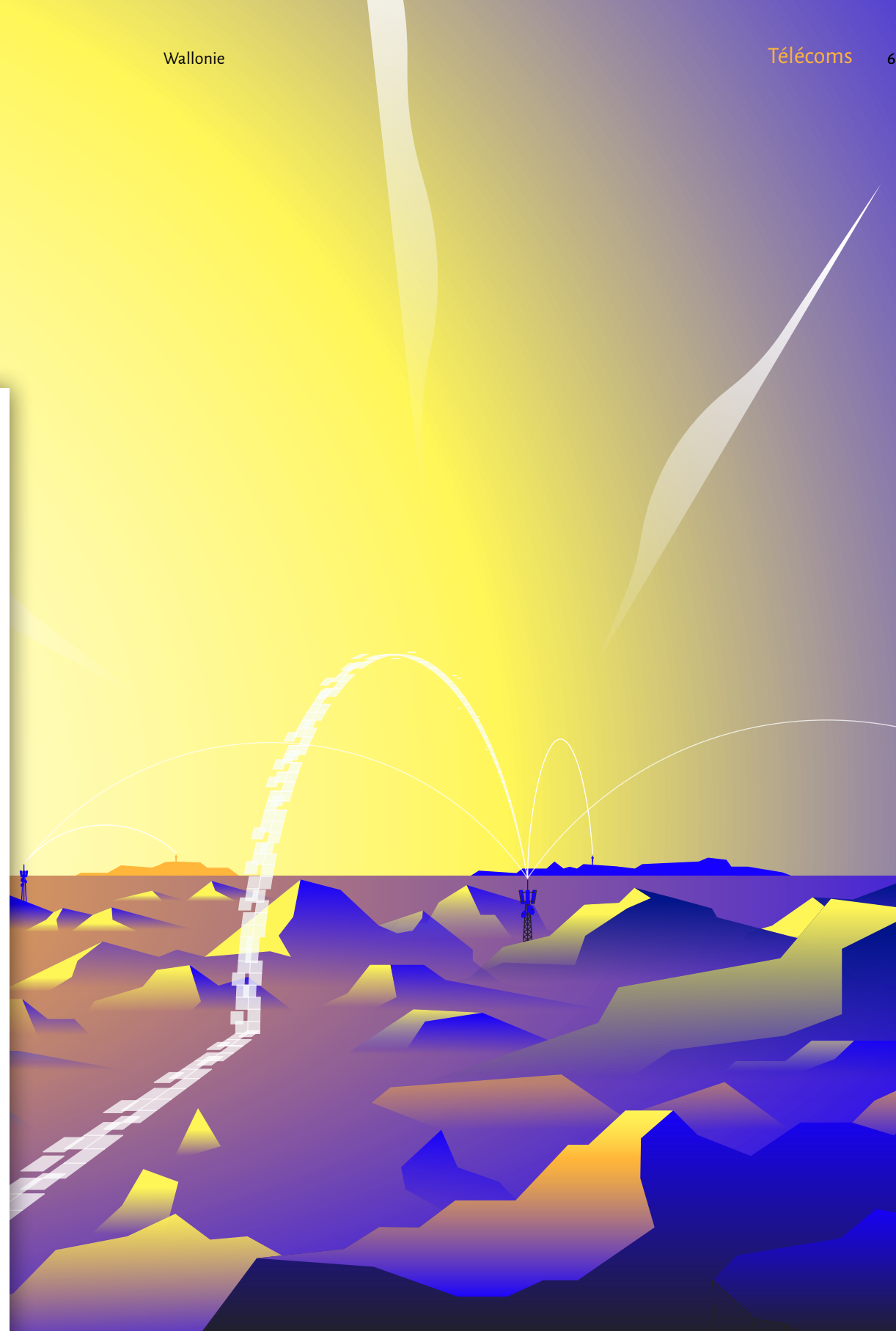
Il est temps de changer de route

La Belgique brille grâce à son réseau télécom performant, l'un des meilleurs d'Europe. C'est le résultat de ces dix dernières années durant lesquelles le secteur a réalisé d'importants investissements, de l'ordre de 15 milliards d'euros, afin de développer une infrastructure fixe et mobile de pointe.

Chaque année, le secteur des télécoms consacre plus de 20% de son chiffre d'affaires total à l'investissement, et en 2022, il a atteint un sommet historique avec un investissement record de 2,31 milliards d'euros, représentant 27% de son chiffre d'affaires. Cette stratégie témoigne de son engagement inébranlable à maintenir un niveau de performance optimal.

2.310.000.000 €

En 2022, le secteur des Télécoms a investi 2,31 milliards d'euros en Belgique.

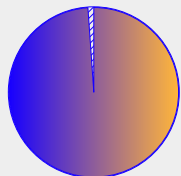


Que nous réserve l'avenir ?

Pour les réseaux fixes, d'importants déploiements de fibre optique sont prévus en Belgique. Proximus a pour objectif de connecter 4 millions d'utilisateurs à son réseau fibre d'ici 2028. Telenet et Fluvius envisagent de déployer la technologie FTTH (Fiber-to-the-Home) et de moderniser le HFC (Hybrid Fiber Coaxial). De leur côté, Orange et VOO ont pour ambition d'optimiser leur réseau HFC existant et de développer la fibre optique.

En ce qui concerne les réseaux mobiles, les cinq opérateurs mobiles Proximus, Orange, Telenet, Citymesh et NRB ont prévu de couvrir 99% du territoire belge en 5G d'ici la fin de 2025.

Le secteur des Télécoms constitue également un important fournisseur d'emplois en Belgique, contribuant de manière significative à l'économie du pays. Sa croissance soutenue en Wallonie, en particulier, a créé de nombreuses opportunités de carrière, renforçant ainsi son rôle crucial dans le développement économique régional.



99%

L'objectif des opérateurs ? Assurer une disponibilité de la 5G sur 99% du territoire belge d'ici fin 2025.

Complexité réglementaire : un frein à la connectivité

Cependant, le secteur fait face à des pressions significatives sur sa rentabilité. Cela s'explique en partie par un environnement réglementaire et administratif de plus en plus complexe, ainsi que par des charges financières supplémentaires dues en partie à la complexité de notre pays.

De nouvelles obligations s'ajoutent régulièrement et exercent une pression sur le secteur, notamment en ce qui concerne les rapports environnementaux stricts, les nouvelles règles pour le changement de fournisseur d'accès à Internet, le remboursement des frais d'exploitation, ainsi que les taxes sur les pylônes exigées par les différentes communes.

Une législation un peu trop sévère...

Un autre défi majeur réside dans une législation parfois plus stricte que les recommandations internationales, notamment en ce qui concerne les normes de rayonnement. Cette situation est particulièrement perceptible en Wallonie, où le parlement a récemment adopté un décret se basant sur une norme de rayonnement cumulatif pour les antennes émettrices fixes.

Le secteur des Télécoms est donc à un tournant de son histoire, entre les investissements majeurs nécessaires pour moderniser son infrastructure, et les défis réglementaires et financiers qui pourraient menacer sa rentabilité à moyen terme. Il est donc impératif de trouver un équilibre entre ces enjeux pour garantir la pérennité de ce secteur essentiel pour l'économie belge.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Établir une feuille de route stratégique

Agoria recommande l'élaboration d'une stratégie claire pour le déploiement des réseaux de télécommunications fixes et mobiles. Cette feuille de route doit être conçue en étroite coordination avec les diverses autorités - fédérales, régionales et locales - et en consultation structurelle avec le secteur. Cette étape est cruciale pour assurer un déploiement harmonieux et efficace, tout en respectant les spécificités et les besoins de chaque Région.

#2 Harmoniser toutes les actions liées au numérique

Il est également crucial d'appliquer rigoureusement et de manière uniforme les programmes « Décennie numérique européenne » et « Politique de connectivité ». Cette harmonisation doit être observée à travers la Wallonie et les Régions flamande et bruxelloise pour garantir une connectivité optimale et une transformation numérique à l'échelle nationale.

#3 Instaurer un cadre fiscal favorable

Notre plaidoyer est en faveur de l'instauration d'un environnement fiscal favorable au développement des réseaux de télécommunications. Conformément à l'EECC et au GIA européens, nous appelons à l'annulation de tous les impôts, droits, taxes, redevances et charges diverses qui pèsent sur les réseaux fixes et mobiles.

#4 Appliquer la Norme Européenne Radio de 41 V/m

Agoria recommande vivement la mise en œuvre stricte de la norme européenne radio de 41V/m. Cette mesure est cruciale pour assurer un environnement de télécommunications harmonisé et conforme aux normes européennes, favorisant ainsi une meilleure connectivité et une efficacité accrue du réseau.

#5 Simplifier le cadre réglementaire

Face à la complexité actuelle, nous proposons l'élaboration d'un plan ambitieux visant à simplifier considérablement le cadre réglementaire existant. Cette démarche devrait débiter par un examen minutieux des règles existantes, permettant ainsi une optimisation du processus et l'établissement d'une réglementation plus flexible et efficiente.

#6 Développer un programme d'innovation en matière de connectivité

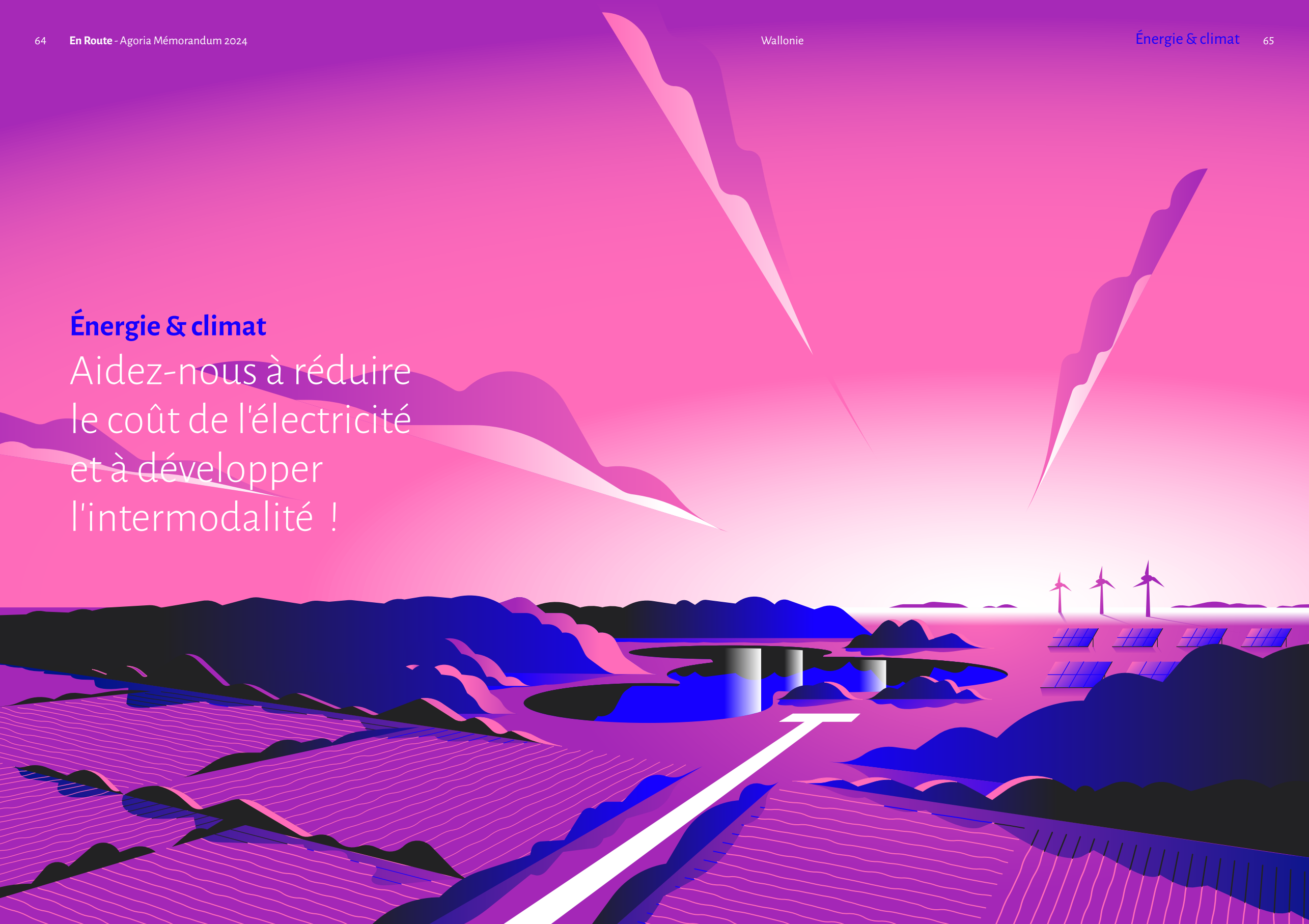
Agoria encourage vivement la mise en place d'un programme stimulant d'innovation autour des futurs réseaux à haute capacité, tels que la 5G et la fibre optique. Cela requiert une collaboration étroite entre les acteurs du secteur, ce qui favorisera le développement technologique et renforcera la compétitivité de la Belgique dans le domaine des télécommunications.

Technology for a better world

Chez Agoria, et nos entreprises du secteur des Télécoms, nous sommes résolus à développer des infrastructures numériques solides. En investissant dans les réseaux mobiles, la 5G et la fibre optique, nous construisons la Wallonie de demain : une société où la technologie et la durabilité coexistent pour un avenir prospère.

Énergie & climat

Aidez-nous à réduire
le coût de l'électricité
et à développer
l'intermodalité !



Il est temps de changer de route

L'énergie

Alors que les enjeux climatiques s'intensifient, la Région wallonne fait face à d'importants défis dans les domaines de l'énergie, de la mobilité et des bâtiments climatiquement neutres. L'objectif est clair : promouvoir une transition vers une industrie durable, une mobilité respectueuse de l'environnement et des installations à faible impact carbone.

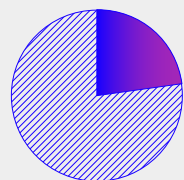
L'industrie wallonne est actuellement engagée dans une transition climatique et énergétique d'envergure. Pour soutenir cet effort, elle peut compter sur le Fonds pour l'innovation, un levier financier européen dédié à promouvoir l'intégration de technologies vertes à faible émission de carbone. Cependant, jusqu'à présent, cet outil fort prometteur reste sous-utilisé.

La digitalisation des réseaux énergétiques constitue un atout supplémentaire pour cette transition verte, ouvrant la voie à une diversité de modes de partage d'énergie tels que l'autoconsommation collective, le système de vente peer-to-peer, la communauté d'énergie renouvelable et la communauté d'énergie citoyenne (CE).



Malheureusement, en Wallonie, la mise en place des compteurs communicants, essentiels pour généraliser ces modèles de partage, présente un retard notable. Fin 2022, seulement 7% du parc de compteurs électriques avait été converti.

Concernant la vente peer-to-peer, l'absence d'un cadre législatif précis en Wallonie, contrairement à la Flandre, entrave l'exploitation optimale de ces ressources renouvelables locales. Ceci représente une attente de taille pour l'industrie locale.



+23%

Les entreprises wallonnes paient jusqu'à 23% de plus pour leur électricité que leurs homologues chez nos voisins.

De plus, l'absence de tarif réseau incitatif pour les échanges au sein des communautés d'énergie renouvelable ou citoyenne constitue un autre obstacle, obligeant leurs membres à assumer pleinement les coûts d'utilisation des réseaux.

Pour stimuler ces communautés énergétiques à travers tout le territoire wallon, il est essentiel d'impliquer des consommateurs d'énergie clés, tels que les sites industriels et les bâtiments publics. L'objectif à l'horizon 2030 est de convertir les zones industrielles en laboratoires d'innovation pour ces communautés énergétiques.

Enfin, le coût élevé de l'énergie reste une préoccupation majeure. L'absence d'exonérations fiscales similaires à celles mises en place dans d'autres régions européennes nuit à la compétitivité de l'ensemble de l'industrie wallonne. Aujourd'hui, nos entreprises supportent un coût de l'électricité jusqu'à 23% plus élevé que dans les pays voisins.

La mobilité

Depuis 1995, le trafic routier a connu une expansion significative de 33%, en particulier sur le réseau autoroutier avec une augmentation de 63%. À l'heure actuelle, les alternatives telles que le transport ferroviaire et fluvial ne sont pas équipées pour gérer un volume de fret important et ainsi alléger la congestion routière.

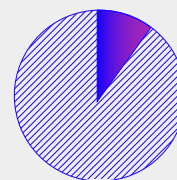
En Wallonie, le secteur des transports est classé comme le deuxième émetteur de gaz à effet de serre (GES), représentant 21% des émissions en 2021, contre seulement 12% en 1990 (IWEPS). Cependant, l'électromobilité gagne du terrain : en 2022, une nouvelle voiture sur quatre disposait d'une prise de chargement, et cette proportion grimpe à une sur trois pour les voitures d'entreprise.

Selon les perspectives, d'ici 2030, le parc automobile belge sera largement électrifié, avec 1,5 million de voitures électriques et 500.000 voitures hybrides rechargeables. Le transport de marchandises suivra également cette tendance, avec la moitié des nouveaux camions étant prévus pour émettre zéro émission.

Cependant, la Wallonie présente un déficit de bornes de recharge et compte en réalité moins de 10% de l'ensemble des bornes en Belgique, ce qui souligne encore davantage l'importance de développer activement une infrastructure adéquate pour accompagner cette transition vers un transport routier durable.

La multimodalité, bien qu'attrayante, est confrontée à d'importants défis. Un nombre insuffisant de connexions en transports publics et des équipements d'attente et de stationnement inadéquats rendent l'utilisation du train moins attrayante.

De plus, le transport fluvial est contraint par une pénurie de personnel qui se traduit par des coûts plus élevés et une rareté des compétences. Cette situation conduit à un recours accru à l'utilisation de navires de plus grande taille, qui nécessitent des infrastructures portuaires plus importantes.



10%

La Wallonie, qui compte moins de 10% des bornes de recharge en Belgique, doit intensifier le développement de son infrastructure.

Le bâtiment climatiquement neutre

Au cours de la dernière législature, le gouvernement wallon s'est concentré sur un certain nombre de projets majeurs afin de donner un coup de fouet à la vague de rénovation. En outre, les inondations du 14 au 16 juillet 2021 ont, à juste titre, mis l'accent sur l'aide d'urgence et la réhabilitation de la zone sinistrée.

En Wallonie, il y a près de 1,7 million de bâtiments avec à peu près le même nombre d'unités de logement (2022). La structure du marché wallon se caractérise par la prédominance du marché des propriétaires occupants (près de 70%) et par la part importante des maisons individuelles (70%) par rapport aux appartements. Le marché de la location sociale est également typique, avec une part plutôt limitée de près de 7%.

En Région wallonne, les bâtiments sont à l'origine de la plus grande part des émissions de GES après les transports, soit 7,3 Mtonnes CO₂-eq ou 30% des émissions de GES non-ETS en 2019 (source : APCE 2023) :

- **Résidentiel** : 80% des émissions wallonnes de gaz à effet de serre pour les bâtiments.
- **Non résidentiel** : 20% des émissions wallonnes de gaz à effet de serre pour les bâtiments.

Plusieurs étapes importantes ont été franchies dans la politique wallonne. Agoria se félicite de l'intention du gouvernement wallon d'introduire une obligation de rénovation basée sur la vente et la location. Cela correspond bien à la structure du marché wallon avec un marché dominant de propriétaires occupants.

Nous considérons comme très positif le fait que des efforts soient faits au sein de PACE pour renforcer les maisons de l'énergie afin de fournir aux propriétaires des informations sur leurs options de rénovation et de financement, ainsi que sur les réglementations en vigueur.

Il s'agit maintenant de poursuivre dans cette voie au cours de la prochaine législature.

Roadmap pour une prospérité durable

A. L'énergie

#1 Promouvoir la collaboration pour optimiser les financements européens

En vue d'accélérer la transition climatique et énergétique, Agoria encourage la Région wallonne à combiner les expertises privées et publiques. Le but ? Offrir un accompagnement optimal aux industriels qui ont signé un accord de branche, afin de les aider à élaborer des dossiers en vue d'obtenir des financements auprès du Fonds pour l'innovation.

#2 Stimuler le développement des énergies renouvelables et la capacité des réseaux

Pour répondre à la demande croissante en électricité et augmenter la capacité des réseaux, Agoria propose plusieurs recommandations :

- Déployer massivement les compteurs communicants, qui sont essentiels pour la création de communautés d'énergie.
- Encourager le partage d'électricité en réduisant significativement les frais de réseau pour l'électricité renouvelable autoproduite, consommée dans un même bâtiment ou une copropriété.
- Mettre en place un cadre législatif spécifique pour la vente d'électricité de peer-to-peer.
- Établir une tarification basée sur le « coût-vérité des réseaux » pour les communautés d'énergie.
- Introduire un tarif incitatif pour les clients en moyenne tension (MT) afin de stimuler davantage la flexibilité.
- Promouvoir l'utilisation des Contrats d'Achat d'Électricité (PPA).

#3 Élargir le cadre légal

En partenariat avec le gouvernement fédéral et les autres Régions, nous souhaitons la mise en place d'un cadre juridique pour le développement de l'infrastructure de réseau nécessaire, y compris les interconnexions, pour l'hydrogène (H2) et le captage et le stockage du carbone (CCS).

#4 Éliminer les obstacles au déploiement de l'éolien on-shore

Agoria plaide en faveur de l'instauration d'un cadre juridique synthétique et clair qui intègre les échelons régional, local et trans-communal. De plus, nous recommandons la mise en place d'un outil de planification spatiale afin d'améliorer l'aménagement du territoire. Enfin, nous préconisons l'élaboration d'une stratégie d'évaluation et de suivi des impacts environnementaux afin d'anticiper et de réduire d'éventuels effets préjudiciables.

#5 Établir une tarification basée sur le « coût-vérité des réseaux » pour le partage d'électricité renouvelable

Il est recommandé d'établir une tarification basée sur le « coût-vérité des réseaux » pour le partage d'électricité autoproduite à partir de sources renouvelables, en particulier, de réduire de manière significative ces frais réseaux lorsque cette énergie est consommée au sein d'un même bâtiment ou d'une copropriété.

B. La mobilité

#6 Soutenir la transition vers la mobilité multimodale

Agoria suggère d'alléger la congestion en introduisant une redevance kilométrique intelligente, qui s'appliquerait à tous les types de véhicules. De plus, nous préconisons l'optimisation de l'efficacité du transport multimodal de marchandises à l'échelle régionale.

#7 Réduire l'impact environnemental des transports

Pour favoriser la mobilité zéro-émission des individus et des marchandises, il est impératif de disposer d'un réseau électrique adapté et de développer l'infrastructure de recharge des véhicules électriques. Cela devient encore plus crucial de nos jours.

#8 Investir dans une infrastructure de mobilité durable et pérenne

Assurer l'accessibilité de toutes les petites gares et points d'arrêt, en utilisant tous les modes de transport, est l'une de nos principales recommandations.

#9 S'engager pour la mobilité de demain

Il est essentiel de promouvoir l'engagement envers l'innovation, la formation, la numérisation et les nouvelles technologies pour assurer la mobilité du futur. Cela inclut le soutien au développement de la conduite et de la navigation autonomes, en mettant en place l'infrastructure nécessaire et en créant un cadre législatif adapté.

C. Le bâtiment climatiquement neutre

#10 Mettre en œuvre les obligations de rénovation de PACE 2030

Agoria encourage la pleine mise en œuvre des obligations de rénovation prévues dans PACE 2030 afin de favoriser des bâtiments climatiquement neutres en Wallonie.

#11 Élaborer un plan d'investissement public transversal

Nous conseillons de développer un plan d'investissement de 10 ans pour les bâtiments, spécifiquement dédié à la rénovation des bâtiments, en complément de la politique énergétique et climatique wallonne.

#12 Faire évoluer l'EPC vers le bâtiment climatique neutre

Agoria préconise une évolution de l'EPC pour répondre aux nouvelles exigences de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD).

#13 Orienter les primes disponibles vers une prime basée sur la performance

Agoria suggère d'adapter les primes disponibles de manière à les baser sur l'étiquette de performance des bâtiments plutôt que sur d'autres critères.

#14 Accélérer la rénovation climatique des bâtiments publics

Il est recommandé de renforcer les efforts de rénovation climatique des bâtiments publics en utilisant les stratégies immobilières et le cadastre afin d'atteindre la neutralité climatique.

#15 Sensibiliser aux options technologiques pour la rénovation climatique des bâtiments

Une sensibilisation des propriétaires aux différentes options technologiques pour la rénovation climatique est essentielle afin de les aider à choisir la meilleure approche en fonction de leur bâtiment et de leur budget.

#16 Développer la capacité de conseil en matière de rénovation climatique

Il est crucial de développer la capacité de conseil en matière de rénovation climatique auprès des propriétaires en promouvant le rôle des Maisons de l'énergie dans leur accompagnement.

Technology for a better world

Pour Agoria, tout le monde doit participer à la transition climatique. En faisant de nos entreprises wallonnes des championnes de l'innovation, nous pouvons utiliser la technologie comme un outil pour lutter contre le réchauffement climatique. Ainsi, nous cherchons à promouvoir une industrie durable, une mobilité respectueuse de l'environnement et une énergie abordable pour tous. Car, ensemble, nous pouvons construire un avenir meilleur.

Économie circulaire & environnement

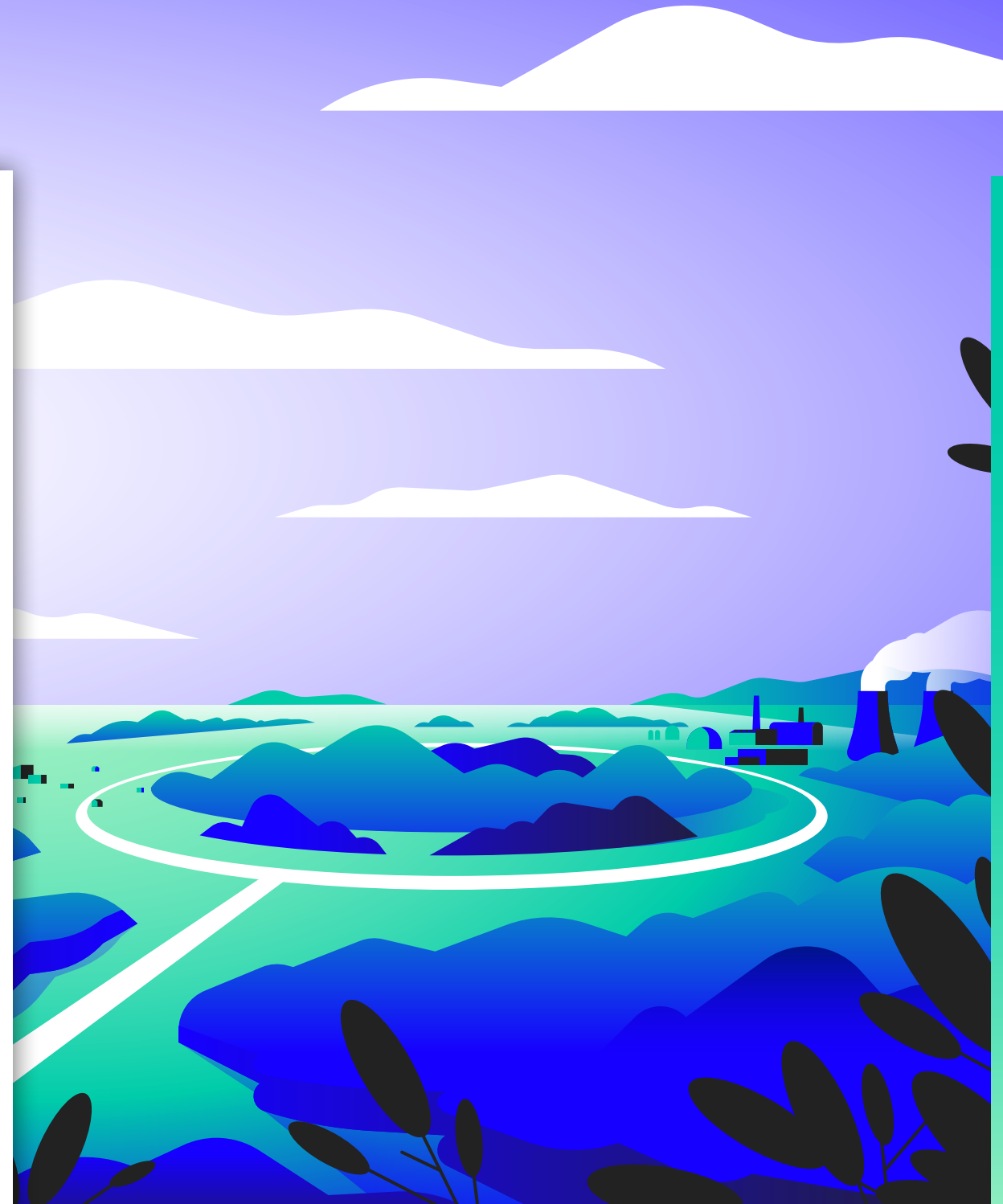
L'urgence d'une transition vers l'économie circulaire



Il est temps de changer de route

Face aux défis climatiques, la politique environnementale en Wallonie connaît une intensification progressive des régulations, notamment pour les entreprises du secteur technologique. Notre secteur technologique a déjà réussi à réduire son impact environnemental, un exploit que nous attribuons à l'adhésion à des normes de plus en plus strictes, dépassant souvent les meilleures techniques disponibles et les réglementations européennes.

Malgré ces énormes progrès, les autorités ont encore trop souvent tendance à privilégier le contrôle des entreprises, y compris celles déjà largement certifiées, au lieu de les accompagner. Cela entraîne un surplus de déclarations et de formalités. Paradoxalement, le manque de ressources des organismes de contrôle externes compromet souvent le respect des délais imposés.



Un excès de réglementations

Les autorités, souvent animées par une « crainte » législative, ont une propension à favoriser la surréglementation. Par exemple, elles exigent des analyses de potentiels contaminants dans les eaux usées, adoptent une approche réactive à la crise des PFAS, maintiennent le statu quo concernant la question de l'azote, et multiplient les recours judiciaires liés aux permis délivrés.

Au niveau européen, l'objectif de zéro pollution représente un défi majeur. Dépasser les réductions actuelles d'impact sera complexe et nécessitera l'utilisation de technologies innovantes pour rester économiquement viable. Cette situation complique le paysage non seulement pour les entreprises, mais aussi pour les régulateurs.

Maintenir des conditions de concurrence équitables

Cette situation nuit à la compétitivité de l'industrie technologique, décourage les investissements potentiels et crée des inégalités pour les entreprises. Ces dernières sont confrontées à une multitude de questions concernant la fiabilité des permis et les délais d'obtention, ainsi qu'à une charge d'obligations supplémentaires et de lourdeurs administratives, sans pour autant garantir un impact positif sur l'environnement.

Il est clair qu'un changement de cap est plus que nécessaire pour soutenir, plutôt que d'inhiber, les entreprises du secteur technologique qui s'efforcent de rendre leurs processus plus durables.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Développer une vision de la politique environnementale de l'industrie à l'horizon 2050

Tout d'abord, il est essentiel d'établir une cartographie complète du territoire afin de recenser toutes les contraintes nécessaires pour une intégration optimale de l'industrie. Cette cartographie devrait inclure des éléments tels que la biodiversité, les ressources en eau et en énergie, la mobilité, les centralités et l'objectif de zéro artificialisation nette d'ici 2050.

Pour y parvenir, Agoria recommande de solliciter la participation de tous les acteurs concernés afin d'assurer une représentation complète et précise des défis auxquels l'industrie est confrontée. Il est important de déterminer les zones actuelles et futures nécessaires pour la réindustrialisation de la Wallonie, en tenant compte des contraintes identifiées dans la cartographie.

Nous préconisons également d'adapter les seuils de dépollution nécessaires pour les zones réservées à l'industrie et de les pérenniser, tout en évitant la recherche de nouveaux polluants à l'avenir.

#2 Revenir à l'essence-même de la politique environnementale

Agoria recommande de mettre l'accent sur la réduction de l'impact environnemental et de définir des objectifs clairs avant de mettre en place de nouvelles réglementations en Wallonie. Avant l'adoption de toute nouvelle réglementation, nous suggérons une évaluation préalable de la charge imposée, en tenant compte du bénéfice potentiel qui en découlerait.

Cette évaluation devra également prendre en compte la compétitivité des entreprises wallonnes par rapport aux autres régions et pays. Agoria appelle à une réduction de la pollution environnementale, sans recourir à une pléthore de règles spécifiques.

Un dialogue ouvert et continu avec l'industrie est essentiel, et il est important de ne plus stigmatiser les entreprises comme étant la seule source de pollution. Agoria demande davantage de clarté dans les communications et appelle à ce que les réponses soient fournies dans un délai raisonnable, idéalement d'un mois.

Il est important de se concentrer sur les enjeux principaux et de ne pas perdre de temps sur des détails insignifiants qui n'ajoutent pas de valeur. La simplification des processus est préconisée partout où c'est possible, en éliminant ce qui est superflu et en se concentrant uniquement sur l'essentiel nécessaire pour contrôler l'impact environnemental.

Agoria insiste également sur la nécessité de renforcer les connaissances au sein du gouvernement, en particulier au niveau local, où il est souvent appelé à prendre des décisions sur des questions environnementales complexes mais manque de ressources et de connaissances pour le faire.

Pour améliorer l'efficacité, nous conseillons de centraliser toutes les données requises dans un guichet ou portail unique, de n'exiger les informations nécessaires qu'une seule fois et d'ignorer les informations supplémentaires non pertinentes pour l'entreprise concernée.

Enfin, Agoria soutient l'utilisation d'une analyse des risques plus précise pour organiser les contrôles, car cette approche permettrait de mieux cibler les actions à mettre en œuvre pour une gestion environnementale efficace.

#3 Renforcer l'économie circulaire en Wallonie

Agoria recommande une expansion significative de Circular Wallonia afin de stimuler des projets axés sur l'extension de la durée de vie des produits dans l'industrie manufacturière.

Cela devrait inclure la mise en place de stratégies de réutilisation, de réparation, de reconditionnement, de remanufacturing, ainsi que l'introduction de nouveaux modèles commerciaux, tels que le « as a service ». Ces actions pourraient générer une valeur ajoutée, créer des emplois et améliorer l'économie wallonne.

Technology for a better world

Chez Agoria, nous aspirons à un avenir prometteur où l'industrie technologique, loin d'être perçue comme une entité polluante, est reconnue comme un acteur majeur dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Nous rêvons d'une politique environnementale en Wallonie simplifiée et ciblée, axée sur des objectifs clairs et allant à l'essentiel. Par-dessus tout, nous sommes convaincus que l'économie circulaire ouvre la voie vers un avenir durable et prospère.

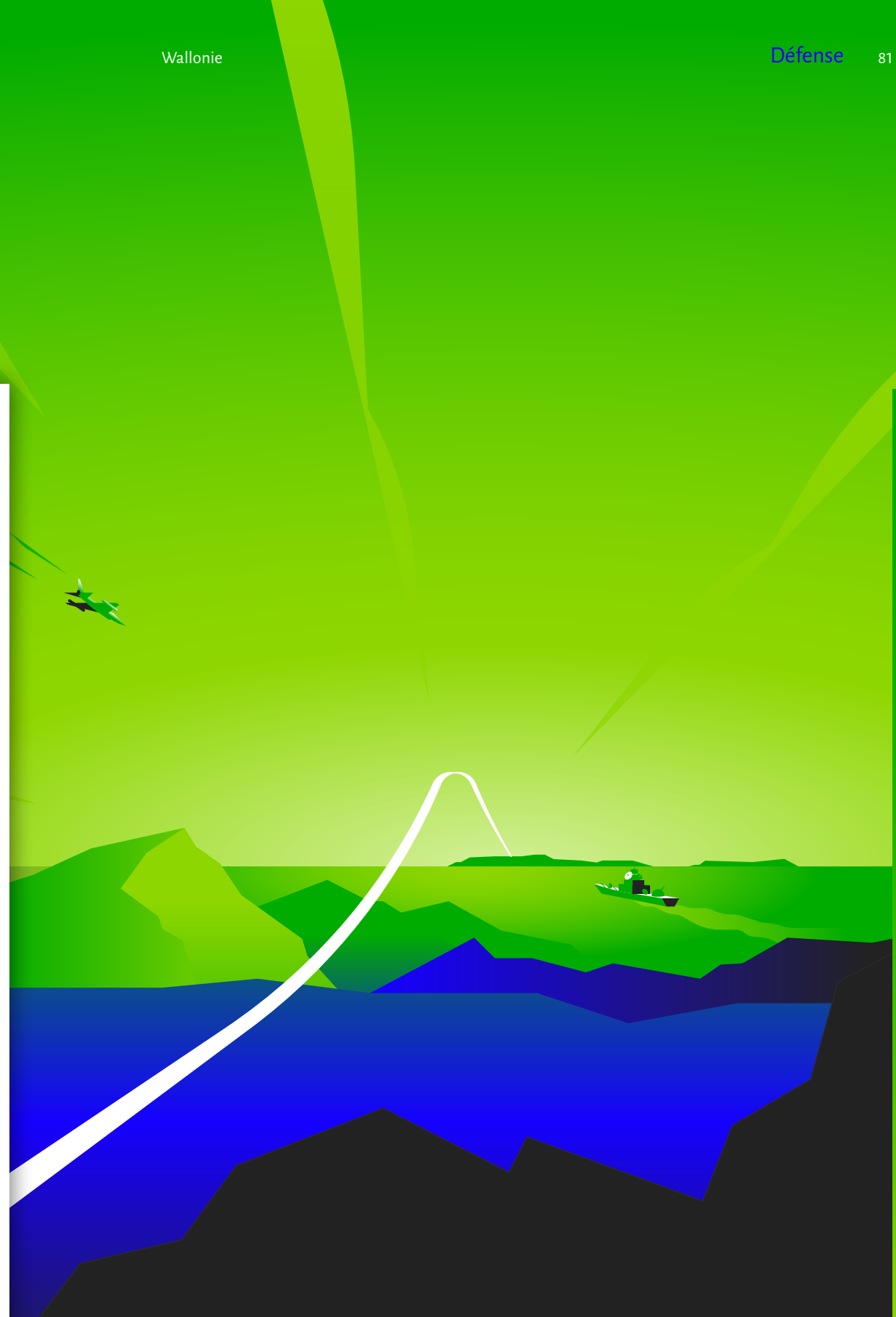
Défense

Renforcer l'industrie de la défense grâce à une réglementation équitable des exportations



Il est temps de changer de route

La sécurité de l'Union européenne (UE) est devenue une préoccupation majeure, nécessitant une coopération renforcée entre les États membres pour faire face aux défis et menaces actuels. Dans ce contexte, l'UE doit jouer un rôle de garant de sécurité plus fort et crédible, non seulement dans notre voisinage immédiat, mais également plus loin, en solidarité avec nos partenaires, voire de manière autonome si nécessaire.



Ce renforcement de la sécurité passera par l'adoption d'une vision stratégique commune pour la sécurité et la défense pour les prochaines années. Dans cette perspective, le rôle de la Région wallonne ne saurait être négligé. En tant qu'acteur dynamique et engagé de l'UE, la Wallonie détient un potentiel considérable pour contribuer significativement aux initiatives de sécurité et défense à l'échelle européenne.

Malheureusement, en matière d'exportation d'équipements de défense, les entreprises wallonnes sont confrontées aujourd'hui à des évaluations différentes et plus strictes que celles des entreprises d'autres États membres, ce qui les place dans une situation désavantageuse à l'exportation.

Il est donc crucial que les gouvernements régionaux prennent des mesures correctives pour garantir la position concurrentielle et le rôle sociétal de notre industrie de la sécurité et de la défense.

Une interprétation trop stricte des critères européens

Dans une économie fortement tributaire de ses exportations, l'industrie de la défense occupe une place prépondérante en Belgique, avec plus de 90 % de ses activités concentrées sur les marchés internationaux.

Toutefois, l'exportation de ces équipements sensibles est rigoureusement encadrée par les gouvernements régionaux belges, qui se conforment à la position commune 2008/34 du Conseil européen. Celle-ci vise à établir des critères d'évaluation minimaux afin d'assurer un contrôle adéquat de l'exportation de matériel militaire.

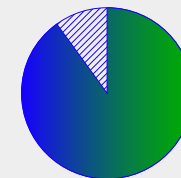
En pratique, chaque État membre ou État fédéral transpose ces directives européennes en réglementations nationales (ou régionales), ce qui entraîne des interprétations et des applications différentes, notamment de la part des grands États membres qui prennent en compte plusieurs facteurs.

Ces divergences peuvent souvent causer un désavantage concurrentiel, notamment lorsque les autorités fédérales appliquent des critères d'évaluation plus stricts ou défavorables par rapport à ceux de l'Union européenne.

Dans cet esprit, un des facteurs pris en compte est la position des autres États membres dans des situations similaires, où les décisions négatives sont examinées attentivement.

Toutefois, l'impact sur la sécurité locale/régionale, les décisions positives prises par d'autres États membres et la cohérence avec la politique étrangère générale aux niveaux régional, national et européen ne sont pas systématiquement pris en compte avec la même attention.

Cette situation souligne l'importance de rechercher une harmonisation des réglementations à l'échelle européenne, afin d'assurer une concurrence équitable et de prévenir toute distorsion sur le marché de la défense.



90%

des activités de l'industrie de la défense en Wallonie reposent sur l'exportation.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Assurer une application plus uniforme des directives de l'UE sur le contrôle des exportations

Une application cohérente des directives européennes permettra de prévenir les disparités entre les États membres et de favoriser les échanges commerciaux.

#2 Prendre en compte les considérations positives en matière de sécurité nationale/régionale et de politique générale de sécurité de l'UE

Il est primordial de ne pas se restreindre aux seuls critères négatifs des directives européennes, mais de prendre également en considération les effets positifs sur la sécurité nationale et régionale. Agoria recommande ainsi de renforcer la composition du Comité consultatif en y incluant des experts spécialisés en sécurité internationale.

#3 Examiner les demandes d'exportation refusées ou acceptées par d'autres États membres

Selon Agoria, il est primordial de prendre en compte à la fois les demandes d'exportation similaires qui ont été refusées ou approuvées par d'autres États membres. Cette approche permettra une meilleure compréhension des critères et des pratiques utilisés par les pays de l'Union européenne, favorisant ainsi une application équitable des règles d'exportation.

#4 Établir un système d'application cohérent des règles d'exportation pour les équipements issus de programmes multinationaux

Afin d'harmoniser les règles d'exportation et de faciliter la collaboration entre les parties impliquées, Agoria recommande la conclusion d'accords intergouvernementaux préalables entre les États membres et les entreprises participant à des programmes multinationaux.

Technology for a better world

Agoria s'engage pleinement à construire une société plus sûre et prometteuse grâce aux avancées technologiques. En tant qu'acteur de l'industrie technologique, nous mettons en œuvre des innovations qui renforcent la sécurité de notre société, tant sur le plan civil que dans le domaine de la défense. Notre objectif est de créer un avenir plus sûr, où la technologie offre des possibilités infinies.



www.enroute2024.be